MINISTÈRE
DES ARMÉES
Liberté
Égalité
Fraternité

SOLDATS de FRANCE

Magazine d'histoire militaire de l'armée de Terre

NUMÉRO SPÉCIAL
GUERRE DU GOLFE

NUMÉRO SPÉCIAL - JUIN 2021

SOUTIEN p. 22

La logistique Daguet

MATÉRIEL p. 25

L'AMX 30 B2

LIEN ARMÉE NATION

Les relations avec la base arrière p. 34

ARMÉE DE TERRE
Centre de Doctrine et d'Enseignement du Commandement

DES PUBLICATIONS

pour une pensée militaire Terre

MODERNE ET VIVANTE

3

REVUE DE TACTIQUE GÉNÉRALE
REVUE DE DOCTRINE DES FORCES TERRESTRES
REVUE MILITAIRE GÉNÉRALE

Trois revues trimestrielles qui permettent d'enrichir continuellement la pensée militaire et ainsi rester dans la réflexion « au contact » des préoccupations actuelles et futures de notre armée.

Disponible sur :
- portail-cdec.intradef.gouv.fr (site intranet)
- c-dec.terre.defense.gouv.fr (site internet institutionnel)
- www.penseemiliterre.fr (site internet pensée mili-terre)

Contact :
Bureau communication/publications : 01 44 42 35 91
cdec.communication.fct@intradef.gouv.fr

ARMÉE DE TERRE

Centre de Doctrine et d'Enseignement du Commandement

CERTIFIED ISO 9001

CDEC
1, place Joffre - Case 53 - 75700 Paris SP 07
Tél. : 01 44 42 54 39 / 01 44 42 51 02

Design ambiance illustration : Ionel Paun
Réalisation : CDEC/DAD/COM (N. Thoraval-Méheut)

ÉDITOrial

Colonel Frédéric JORDAN
Titulaire de la Chaire de tactique générale et d'histoire militaire (CTGHM)

© Char AMX-30 B2 du 4e RD.
Fritsch Christian/ECPAD/Défense.

Ce numéro spécial de « ***Soldats de France*** » vient saluer l'engagement de nos aînés il y a près de 30 ans de cela, dans le Golfe, aux confins de l'Arabie Saoudite et de l'Irak mais également aux Émirats Arabes Unis, région où plus de 12 000 militaires de l'armée de Terre ont été engagés aux côtés de leurs frères d'armes aviateurs et marins mais aussi avec nos alliés de la Coalition de l'époque.

Déployés très rapidement pour combattre face à une armée irakienne que l'on disait bien équipée et surtout aguerrie par une dizaine d'années de conflit avec l'Iran, les soldats français ont fait montre d'un engagement sans faille dans la durée et d'une faculté d'adaptation saluée par bon nombre d'observateurs civils et militaires.

Toutes les fonctions opérationnelles se sont acculturées à ce théâtre d'opérations si différents des champs de bataille européens potentiels de la Guerre Froide afin de mettre en œuvre, avec succès, la quasi-totalité des matériels majeurs en ligne dans les unités de l'époque : chars de bataille AMX30 B2, canons TRF1, VAB, hélicoptères d'attaque, moyens de défense sol-air, armes antichars, drones, capacités de guerre électronique, systèmes de transmissions et de communication, AMX10 RC, radars d'acquisition, unités spécialisées, porteurs logistiques, modules de soutien au combattant et moyens de génie divers. Après des semaines de déploiement, de préparation, d'entraînement et de reconnaissances, au moment de l'offensive terrestre du 24 février 1991, la manœuvre d'aile à l'ouest du dispositif allié s'est déroulée avec souplesse, et combinaison des effets, grâce à des groupements interarmes complémentaires et puissants qui s'enfonceront de 150 km à l'intérieur des lignes irakiennes et ce, malgré la menace de l'emploi d'armes chimiques par les forces de Saddam Hussein.

Alors quels enseignements peut-on tirer de cet héritage pour la préparation à la haute intensité de demain ? Les articles que nous vous proposons apportent quelques éléments de réponse ou de réflexion qu'il s'agira d'approfondir mais qui paraissent fort utiles dans le cadre de la préparation opérationnelle de notre armée de Terre. Tout d'abord, l'importance des forces morales et de la cohésion des unités avant et pendant l'engagement, pour garantir l'efficacité au combat et la prise de l'ascendant sur l'ennemi. Mais il ne faut pas oublier l'importance des fondamentaux tactiques faits de la combinaison de toutes les armes, du mouvement, du choc et du feu, dans un environnement difficile comme exigeant, le désert, et face à un adversaire retranché, bien installé dans la profondeur. Notre force a résidé et résidera encore dans notre agilité, celle des unités au contact, celle de nos appuis et de notre logistique, celle de nos postes de commandement comme de tous les chefs, à tous les échelons. Enfin, il ne faut pas oublier la base arrière et le rôle prégnant des médias qui déjà, en 1990-91, couvraient par l'image ce conflit hors norme pour l'époque.

Ce « ***Soldats de France*** » est donc à la fois un hommage à la division Daguet et à tous ceux qui ont contribué à son engagement victorieux mais aussi un formidable vecteur pour contribuer, à sa juste valeur, à nous préparer aux conflits de demain.

Bonne lecture...

SOMMAIRE

Soldats de France

Directeur de la publication :
Général de division Michel Delion (CDEC)

Fondateur et rédacteur honoraire :
Lieutenant-colonel (ER) Rémy Porte

Rédacteur en chef :
Général Xavier Pineau (CDEC)

Comité de publication :
Colonel Gilles Haberey (CDEC/CEM)
Colonel Frédéric Jordan (CDEC/CTG)
Colonel Thierry Noulens (DMD 14)
Lieutenant-colonel Sébastien Rallon (CDEC/CTG)
Lieutenant ® Jean Tartare (CDEC/CTG)
Monsieur François Cochet (professeur émérite)
Monsieur Jean François Klein (professeur des universités)
Monsieur Benoit Beucher (CDEC/CTG)

Adresse mail : cdec-cdtg.contact.fct@intradef.gouv.fr

En couverture : © Le Jamtel, Yann/ECPAD/Défense, © Riehl Michel/Le Jamtel Yann/ECPAD/Défense, © Charre Didier/ECPAD/Défense, © Christian Fritsch/ECPAD/Défense.
Réalisation : Vincent Rizo et Caporal-chef Fabienne Savès, capitaine (R) Peggy de Meaulne (EMAT/DELPAT, mars 2020, création de la couverture), Nathalie Thoraval-Méheut (CDEC, création de l'intérieur).
En partenariat avec l'ECPAD

opération Daguet 1991 6

thème 17

La Guerre du Golfe : quelques réflexions sur l'imprévisibilité et l'influence

arme 29

L'artillerie française dans la guerre du Golfe

médias 36

Les enjeux des relations militaro-médiatiques durant l'opération Daguet

Combat 9
Il y a 30 ans, l'armée de Terre était engagée dans l'opération Daguet

Événement 19
L'appréhension des soldats de Daguet face à l'imprévisibilité des armes chimiques irakiennes

Soutien 22
La logistique de Daguet : performances humaines et limites techniques

Matériel 25
L'AMX 30 B2 durant l'opération Daguet

Unité 27
La guerre du Golfe : une rupture pour le Génie

Renseignement 32
Les services de renseignement militaire français au contact des forces américaines

Lien armée/nation 34
Les relations avec la base arrière

Chef militaire 38
Général Norman Schwarzkopf, figure de la guerre du golfe et francophile ambivalent

Chronique BD 40
Les origines 1991. Tempête du désert (*Forces spéciales*, Glénat)

Daguet 1991

LCL ® Rémy Porte

Lorsque, le 2 août 1990, Saddam Hussein envahit le Koweit, la réaction de la communauté internationale est immédiate : le même jour la résolution 660 du Conseil de sécurité des Nations Unies « *exige que l'Irak retire immédiatement et inconditionnellement toutes ses forces* ». Pas moins de neuf autres résolutions sont adoptées entre le 6 août et le 29 novembre, marquant un durcissement progressif à l'égard de l'agresseur (en particulier dans le domaine de l'embargo). La dernière « *autorise les États membres qui coopèrent avec le gouvernement koweïtien, si au 15 janvier 1991 l'Iraq n'a pas pleinement appliqué les résolutions susmentionnées…, à user de tous les moyens nécessaires pour faire appliquer la résolution 660* ».
Dès lors, le compte à rebours est lancé.

Une projection inédite d'environ 12 000 hommes

La France, qui participe aux mesures politiques, diplomatiques et économiques depuis le début, s'associe aussitôt à la création, autour des États-Unis (qui ont lancé dès l'été une grande opération défensive – *Desert Shield* – en Arabie saoudite), d'une force multinationale, qui atteint, en janvier 1991, 700 000 hommes, dont 540 000 Américains. Pour renforcer les premiers éléments détachés dans la région (moyens navals, aériens et hélicoptères en particulier déployés à partir du 10 août, et un escadron du 1er Régiment de Hussards parachutistes aux Émirats Arabes Unis), Paris met progressivement sur pied à partir du mois de septembre 1990 une division légère blindée, d'abord sur la base de la 6e DLB de Nîmes, puis par prélèvements sur de nombreuses autres unités de la FAR comme du corps de bataille centre Europe. Au total, dans le seul domaine des effectifs, plus de trente régiments différents participent à la constitution de la force projetée.

À l'ouest du dispositif allié, les Français (environ 12 000 hommes) sont aux ordres du XVIIIe corps américain, mais ils ont eux-mêmes le commandement opérationnel d'une brigade parachutiste et d'une brigade d'artillerie américaines (4 300 hommes). Pendant de longues semaines d'attente, les journées sont en grande partie consacrées à parfaire l'instruction, en particulier dans le domaine NBC (nucléaire, bactériologique et chimique)[1] puisque plane la menace d'une attaque chimique que l'on ne peut minorer.

Puissance et vitesse

Les opérations aériennes commencent le 17 janvier 1991. Le 24 février, les troupes terrestres passent la frontière saoudienne. Sur l'aile gauche du dispositif allié, les Français sont organisés en deux groupements : à l'ouest, le 1er Spahis, le 1er REC et le 2e REI ; à l'est le 4e Dragons et le 3e

Un groupe de combat du 3e RIMa progresse dans une rue d'As Salman.
© Le Jamtel Yann, Riehl Michel/ECPAD/Défense.

RIMa, avec pour mission générale de remonter vers As Salman et l'Euphrate. En à peine plus de deux jours, tous les objectifs fixés sont dépassés, les modes d'action étant ceux élaborés pour la FAR qui allient puissance et vitesse. As Salman et son aéroport sont capturés et la 45e division irakienne est rayée de l'ordre de bataille (des milliers de prisonniers, une cinquantaine de blindés détruits). Après quatre jours d'offensive, l'opération cesse : les Français sont alors ceux qui ont pénétré le plus vite et le plus loin en territoire irakien.

Daguet : début d'un nouveau processus d'adaptation de l'outil militaire français

Au cours des semaines et des mois qui suivent, les forces françaises participent notamment à la dépollution des plages minées de Koweit-City. Au fur et à mesure de leur retour dans l'hexagone, les régiments sont très chaleureusement accueillis dans leurs garnisons respectives : de ce point de vue également, Daguet correspond à un changement d'image des armées dans la population. Au bilan, la projection de quelques 12 000 hommes et de leurs matériels (en particulier plus de 130 hélicoptères et 500 véhicules blindés de différents types) à 7 000 km de la métropole a certes été possible, mais au prix de nombreuses difficultés qu'il a fallu résoudre en conduite (recomplètement des unités avec du personnel venant de toute l'armée de Terre, nécessité de prélever des équipements dans de nombreux régiments différents, etc.). Daguet marque ainsi le début d'un nouveau processus d'adaptation de l'outil militaire français avec des réorganisations successives dans différents domaines (la création du commandement des opérations spéciales – COS– date de 1992).

L'armée de Terre déploie les premiers drones avec le système M.A.R.T (Mini avion de reconnaissance télépiloté) nés du programme « Scorpion » (illuminateur laser afin de guider des munitions vers leurs objectifs) de 1979. Ceux-ci réalisent des missions d'acquisition de renseignement et de guidage de tirs d'artillerie. Il ouvre la voie au développement du *CL-289*, du *Brevel* et du *Crécerelle*.

Cet engagement pose également la question de la délicate mise en place

INFOS

Distances à parcourir pour le ravitaillement de la division Daguet

Des dépôts et magasins au port de Toulon	800 km ;
De Toulon au port de débarquement de Yanbu	5 000 km ;
De Yanbu à Rafha (base d'attaque)	1 400 km ;
De Rafha à As-Salman (objectif de la mission d'attaque française)	150 km.

Le centre opérationnel de la division Daguet, à Olive. © LRiehl Michel/ECPAD/Défense.

d'un soutien logistique satisfaisant et finalement de la pérennité du service national.
À ces différents titres, l'opération a joué le rôle d'un accélérateur, aussi bien dans la prise de conscience collective des besoins des armées que dans les évolutions doctrinales de la fin du XXe siècle. Enfin, parallèle à l'implosion de l'Union soviétique et du Pacte de Varsovie, elle marque symboliquement une nouvelle forme d'engagements extérieurs qui, dès lors, vont se multiplier tout au long des années 1990 et 2000.

A#BRÉ #VIA#TIONS

COS : Commandement des opérations spéciales
DLB : Division légère blindée
EAU : Émirats Arabes Unis
FAR : Force d'action rapide
NBC : Nucléaire, bactériologique et chimique
REC : Régiment étranger de cavalerie
REI : Régiment étranger d'infanterie
RHP : Régiment de Hussards parachutistes
RIMa : Régiment d'infanterie de Marine
M.A.R.T : Mini Avion de Reconnaissance Télépiloté

1 Voir article Événement « *L'appréhension des soldats de Daguet face à l'imprévisibilité des armes chimiques irakiennes* », Ornella Junet, page 19.

M.A.R.T. © FRITSCH Christian/ECPAD/Défense.

AMX-10RC (roues canon) du 1er Spahis en défilement d'observation. © Riehl Michel/ECPAD/Défense.

Il y a 30 ans, l'armée de Terre était engagée dans l'opération Daguet

COL ® Coste

Il y a trente ans, l'armée de Terre était engagée dans une opération remarquable à plus d'un titre : couverture médiatique exceptionnelle et en direct d'un domaine jusqu'alors « réservé », prépondérance de l'observation et du renseignement couvrant en permanence le dispositif ennemi, menace chimique incessante des Scud et engagement d'une force aéroterrestre majeure alors que le contingent constitue la majorité de l'armée de Terre. Confiée à la FAR du général Roquejoffre, la montée en puissance et la projection d'une division forte de 12 000 hommes, dotée de moyens lourds, sont une véritable prouesse opérationnelle et logistique. Les défis furent en effet nombreux à être relevés et ont ouvert la voie à des solutions usuelles aujourd'hui.

Daguet : deuxième force aéromobile de la coalition

Tout d'abord, les réseaux de liaisons de commandement, permettent de connecter ensemble la métropole, le théâtre, la division comme le groupement logistique malgré d'importantes élongations. À cette fin, satellites, RITA, faisceaux hertziens tactiques, postes à évasion de fréquence sont donc utilisés souvent pour la première fois en opérations tout en étant interopérables avec les systèmes américains. La confrontation en elle-même offre des opportunités d'emploi inédites avec les matériels français les plus récents : combat de haute intensité de blindés et aéronefs en milieu désertique et ambiance NBC, équipements de vision nocturne et caméras thermiques, systèmes antimissiles, obus-flèches, mines et sous-munitions dispersables, drones, VTLR, etc. La division Daguet se préparait à un véritable combat aéroterrestre engageant la deuxième force aéromobile de la coalition (130 appareils) en appui de 150 blindés français. Tous ces moyens motorisés n'ont pu se déployer que grâce à l'avènement du GPS, outil indispensable pour s'orienter dans les étendues désertiques mais dont seuls quelques véhicules légers furent équipés[1].

Un effort logistique considérable

Un tel environnement opérationnel s'accompagne bien sûr d'un effort logistique considérable avec une élongation allant jusqu'à 1 700 km pour les 300 véhicules de transport lourds mobilisés, entre le port de ravitaillement (Yambu sur la Mer Rouge) jusqu'à la division située à la frontière irakienne[2] Le défi est de soutenir un combat de type « Centre-Europe » (tel qu'il était envisagé par l'OTAN) comme on disait à l'époque, dans un cadre espace-temps dont les dimensions sont celles des interventions extérieures en milieu désertique contemporaines. La « base arrière » en métropole n'est pas épargnée[3]. La pression médiatique à laquelle elle est soumise avec persistance, a conduit à une appréciation outrancière d'un ennemi

Vue plongeante sur les chars AMX-30 B2 du 4e régiment de Dragons, alignés sur le quai du port de Yanbu après le débarquement.
© Charre Didier/ ECPAD/Défense.

puissant, parfois fanatique (la Garde Républicaine de Saddam Hussein) et endurci par sa guerre avec l'Iran. La couverture en direct des opérations et les alertes Scud ne laissent aucun répit à une opinion publique alertée par les rumeurs d'emploi de gaz. Son soutien vibrant et indéfectible à la division n'est pourtant jamais affecté (courriers, messages…).

Une opération combinant les effets des armes

Le 17 janvier 1991, de vastes actions aériennes initient l'opération *Tempête du désert*. Dans une première phase, elles détruisent les capacités aériennes et antiaériennes ennemies ainsi que les systèmes de commandement irakiens, puis, pendant plusieurs semaines, elles entament les défenses terrestres en vue de la phase suivante. Cette dernière est aéroterrestre afin d'assurer le succès par le feu et le mouvement au sol. Placé sous commandement américain, le centre opérationnel (CO) de la division Daguet s'est renforcé et compte alors 500 hommes répartis entre un CO lourd déployé, un CO léger sur roues, un poste de commandement (PC) logistique et un PC arrière. Les unités de la division appartiennent à l'aile marchante de l'opération qui, par un large débordement par l'ouest, vise le fleuve Euphrate pour interdire à l'armée irakienne toute possibilité de manœuvre ou de repli. Elle fait face à trois brigades d'infanterie irakiennes protégées par de solides défenses, dont un certain nombre est endommagé par la campagne aérienne. Cela vaut à la division de s'élancer en premier le 24 février 1991 pour une opération d'une ampleur inédite depuis de nombreuses années.

100 heures de combat

La division, scindée en deux groupements (ouest et est), ont pour objectif l'aérodrome d'As Salman. Pendant l'offensive, la division bénéficie d'appuis démesurés. Elle est renforcée d'une brigade d'artillerie américaine et d'un bataillon de lance-roquette multiples (*MLRS*) fournissant à l'offensive française un véritable rouleau compresseur constitué par les feux de plus de 100 tubes. Chars et blindés en bataille dans un désert de rocailles offrent un spectacle peu commun digne des représentations tactiques de tous militaires, et qui conduit à la débandade d'un ennemi démuni. Les réductions de résistance se succèdent et l'afflux de prisonniers menace de submerger les groupements. Son ampleur problématique (3 000 hommes) et pas assez anticipée, oblige à un régiment complémentaire de lui être dédié. Au final, par sa mobilité, sa puissance et sa rapidité, la division atteint ses objectifs sans subir de pertes importantes, ceci après près de 100 heures de combat.

Ce succès résulte du rassemblement inédit d'une puissance matérielle considérable combinée à une qualité humaine remarquable. Les bases de l'engagement aéroterrestre sont mises à l'honneur lors de cette opération qui voit se conjuguer mobilité et protection, continuité du combat, cohérence des systèmes d'arme. Le poids énorme de la logistique (malgré un ratio entre combattant et soutien français le plus faible de la coalition) rappelle qu'elle demeure un facteur clé de réussite et qu'il est nécessaire de disposer de tous ses échelons en temps de paix. La médiatisation à outrance du conflit a pris une dimension capitale. Enfin, cet engagement de moyens aéroterrestres considérables, dans des conditions rustiques n'ayant plus souvent cours, rappelle que c'est le durcissement de l'armée de Terre qui prépare à faire face aux chocs les plus rudes.

A#BRÉ #VIA#TIONS

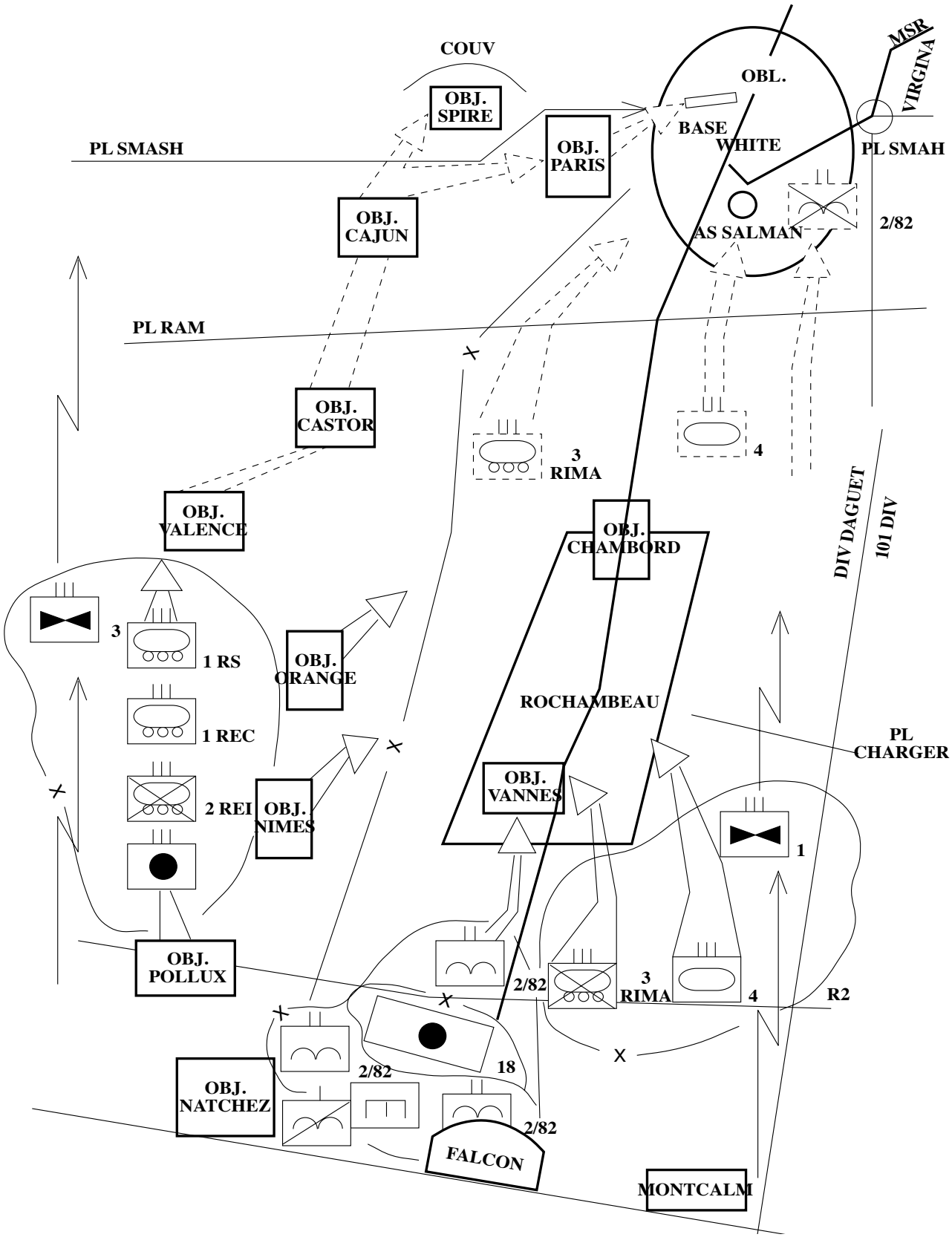
CO : Centre opérationnel
FAR : Force d'action rapide
GPS : *Global positioning system* (système de positionnement mondial, par satellites)
MLRS : *Multiple Launch Rocket System* (lance-roquette multiple)
NBC : Nucléaire, bactériologique et chimique
RITA : Réseau intégré des transmissions automatiques
VLTR : Véhicule de liaison tactique et de reconnaissance

1 Au fonctionnement parfois aléatoire et souvent dépendant des vents de sable

2 Voir article Soutien : « *La logistique de Daguet* », Commandant Romain Choron, page 22

3 Voir article Lien armée/nation : « *Les relations avec la base arrière* », Ornella Junet et Sonali Ghoorahoo, page 34

MANŒUVRE DE LA DIVISION DAGUET



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DE LA DÉFENSE
Armée de Terre

Supplément à Objectif Doctrine

LES CAHIERS DU RETEX N° 2

LA DIVISION DAGUET

"A l'avant-garde de la modularité"

Le général de division J.F. DURAND
commandant l'École d'état-major
ancien chef d'état-major de la division DAGUET

Dernière opération du type "guerre froide" ou première opération de l'époque nouvelle, l'opération DAGUET a vu l'engagement de plus de 12 000 militaires professionnels projetés sur un théâtre d'opération lointain avec tout leur matériel de combat (blindés, VAB, hélicoptères, avions de chasse et de transport ...) et leurs soutiens nécessaires. Cette opération a constitué sans nul doute un tournant important dans les engagements militaires de notre pays au moment où l'écroulement de l'empire soviétique remettait en cause les fondements stratégiques de notre système de défense. Composante terrestre de cette opération, la division DAGUET a été pour l'Armée de terre un laboratoire du concept de modularité en usage aujourd'hui. Cela a été particulièrement vrai de son état-major pour lequel vont être abordés successivement sa composition, son fonctionnement et les principaux enseignements tirés.

Lorsque la France décide de s'engager dans l'opération "DESERT SHIELD", le commandement interarmées est tout naturellement confié au général ROQUEJEOFFRE, qui commandait alors la force d'action rapide (FAR). La composante terrestre est articulée autour de la 6ème DLB, déjà professionnalisée en grande partie et le général MOUSCARDES rejoint le théâtre d'opération avec son état-major (une vingtaine d'officiers, un PC sur VAB ...), la moitié de ses unités et des renforcements (ALAT notamment). C'est donc une équipe cohérente qui arrive à la frontière irakienne début octobre 1990 pour participer à une éventuelle action défensive avec la coalition, sous commandement saoudien.

Puis, en novembre, la décision politique est prise d'attaquer l'IRAK et l'on prépare "DESERT STORM". Pour les français il s'agit notamment de renforcer la composante terrestre en doublant ses moyens et en lui donnant des chars, de l'artillerie... En même temps les plans d'engagement qui se préparent sous l'égide de CENTCOM (US) prévoient que la division française sera sous le contrôle opérationnel (OPCON) du XVIIIème Corps américain et qu'elle aura elle même sous son autorité (OPCON également) une brigade d'infanterie (2/82ème Airborne et une brigade d'artillerie (12ème FAB) pour la première phase de la manœuvre. Il y aura 4500 américains aux côtés des 8500 français !

L'état-major de la 9ème DIMa, qui se préparait à assurer la relève en février est alors projeté en complément, ainsi que quelques "spécialistes" (chars, artillerie sol air, ALAT, Génie... pour compléter l'état-major).

Le 24 février 1991, au moment où le général JANVIER donne le signal de l'attaque, le PC de la division se compose de 500 personnes (dont 95 officiers) et 200 véhicules. Il est entièrement autonome, avec ses compagnies de transmission et de QG de protection, et s'articule en 3 ensembles :

- les "éléments permanents" : le général, les 3 adjoints (opérations-feux-aéromobilité), le chef d'état-major, ses 3 sous-chefs (opérations-renseignement-logistique) et le chef du détachement de liaison américain.
- deux "centres opérations" complets, montés sur VAB selon les critères de l'époque, et comprenant des cellules opérations (situation, conduite), renseignements, appuis, aéromobilité et logistique.

L'opération aura duré 8 mois, pour 4 jours d'engagement offensif. Le PC, sans organigramme précis, s'est adapté à l'évolution de la situation.
Pour la première phase "DESERT SHIELD", les moyens réduits ne permettent que d'armer un seul CO et un PC tactique. Ce dernier est en permanence prêt et se desserre systématiquement à chaque "alerte SCUD".

Au moment où les renforts arrivent (9ème DIMa...) la décision est prise de constituer comme sur le théâtre européen deux centres opérations identiques, puis de ne pas faire l'amalgame et de laisser à chacun le noyau de l'une des équipes d'état-major : la 6ème DLB armera le CO "VERT", la 9èmeDIMa le CO "ROUGE". La division fait mouvement vers une zone de déploiement et d'attente dans la région de RAFAH et le travail de l'état-major se concentre sur la planification de l'action offensive à venir. Chacun des deux CO prend le service (conduite) à tour de rôle pour 24 heures. L'autre se consacre à la planification et à la récupération. Ce CO non actif se repose à proximité des "moyens réservés", déportés pour conserver une capacité de commandement en cas de destruction du PC principal. Ce système, épuisant pour les acteurs, fonctionnera pendant plus de six semaines, jusqu'à l'engagement.

La planification de l'opération et la décision d'une manœuvre sur 2 axes conduisent à une analyse des besoins en équipes et moyens de commandement qui sont les suivants :

- un PC principal de division qui doit pouvoir se déplacer sur l'axe principal (portée de l'offensive = 120 km),
- un PC du groupement ouest (en fait une brigade),
- un PC de franchissement pour le débouché, en raison des passages obligés sur l'escarpement frontière,
- un PC tactique très mobile (hélicoptères),
- un PC logistique.

Comme les moyens ne sont pas suffisants, une solution pragmatique est retenue :

- le CO "VERT" est le PC principal de la division [3 brigades et les régiments du groupement Est qui sont commandés directement] ; en cas de déplacement ou de perte de liaison il est suppléé par le CO "ROUGE" ou le PC tactique sur lequel se rendent les "éléments permanents",

- le CO " ROUGE " est le PC du groupement ouest, aux ordres de l'adjoint opérations ; il est susceptible de commander en permanence l'ensemble de la division,

- les moyens du PC logistique (base divisionnaire) seront utilisés pour le PC de franchissement mis en œuvre au moment du débouché, et désactivé ensuite,

- le PC tactique héliporté sera utilisé par le général le deuxième jour pour pallier au risque de perte des liaisons radio avec les éléments de tête abordant l'objectif d'AS SALMAN.

Après la victoire, le PC retrouve son unité mais détache bientôt des éléments de commandement spécialisés chargés de préparer et de conduire le désengagement qui intervient au début du mois d'avril. Cette opération, de type "coercition" a été source de nombreux enseignements tant au niveau de la constitution des forces que de la qualité des systèmes d'armes ou de l'organisation des états-majors.

Tout d'abord la **cohésion des équipes** n'a pas été trop difficile à réaliser et l'amalgame entre les officiers ayant des expériences différentes (Centre Europe, Afrique) s'est bien passé. Il faut porter cet élément au crédit de notre système de formation des officiers : le chef d'état-major savait ce qu'il pouvait attendre d'un breveté ou d'un diplômé quelle que soit son expérience opérationnelle d'origine. Il faut noter aussi que l'entraînement de l'armée de terre à cette époque avait rompu les équipes d'état-major à la planification tactique, à la conduite d'une bataille en continu et aux bascules de PC. Seules les questions liées aux prisonniers, aux morts au combat, aux actions civilo-militaires de communication et psychologiques ne faisaient pas partie des programmes d'entraînement de l'époque. Il est vrai aussi que tout l'état-major avait conscience de mener une opération de guerre avec au bout : la vie ou la mort, la victoire ou l'échec. Pendant la durée de l'action offensive le fonctionnement du PC a été nominal : des chefs de CO dirigeant leurs équipes, le chef d'état-major suivant en transverse les détails de l'exécution, le général et ses adjoints tournés vers l'action future... Tout s'est bien passé certes, mais l'état-major était en mesure de réagir, avec des plans préparés sur tout incident grave.

La division DAGUET était une grande unité française travaillant en bilatéral avec les forces américaines, vers le haut (XVIII^{ème} corps) et vers le bas (brigades sous OPCON). Après la surprise de la découverte que les américains n'utilisaient pas les procédures OTAN, il n'y a pas eu de difficultés en matière d'intéropérabilité grâce à l'abondance et à l'efficacité des équipes de liaison (8 au moment de l'action offensive). Ces équipes ainsi que celles des cellules de conduite et d'appui devaient parler anglais.

Le **renseignement** n'a pas été un problème au niveau tactique : les irakiens ont été trouvés avec le volume et le dispositif qui avaient été donnés. Ce qui n'était pas connu par contre, c'était leur délabrement moral et le retrait, sur ordre, d'une grande partie de leurs officiers à la veille de l'action.

La **logistique** a été un énorme problème que le groupement de soutien logistique de théâtre (GSL : plus de 1000 hommes) et la base divisionnaire (6ème RCS) sont parvenus à maîtriser. Mais l'aspect "soutien de l'homme" était embryonnaire : rations de combat pour tous pendant plusieurs mois, pas de téléphone satellite (sauf 3 minutes pour Noël), douches lorsque le camion citerne arrivait...

Les systèmes d'information et de commandement (SIC) modernes n'étaient pas opérationnels. Ils n'ont donc pas été utilisés mais cela est apparu comme un manque à combler rapidement car il est vrai que la division a éprouvé des difficultés à gérer son information opérationnelle et son administration. Pour l'anecdote, le seul ordinateur portable présent sur le PC n'a servi qu'à dactylographier les ordres et le rapport d'opération.

La découverte du poids des médias a été source de difficultés, notamment quand la division a dû partir discrètement vers la région de RAFAH pour couvrir, face à la frontière irakienne la mise en place des forces américaines. Il a été nécessaire d'inventer et de mettre en place tout un système de gestion de la présence des journalistes dans les unités, piloté par le chef d'état-major de la division.

*

* *

En conclusion, l'opération DAGUET peut être considérée comme un révélateur pour les états-majors français de niveau tactique. Si la qualité de la formation et de l'entraînement des PC de la "guerre froide" a été validée lorsqu'il s'agit d'opération de coercition, des lacunes sont apparues en matière de SIC et de ce que l'on appelle aujourd'hui les "fonctions émergentes". Il a été prouvé aussi que, pour les états-majors modernes, la modularité n'était pas vraiment un problème si les officiers ont suivi un programme d'entraînement cohérent. Dix ans plus tard, on peut considérer que les nouveaux états-majors opérationnels (CFAT, EMF, brigades) ou déployés en opérations (DMNSE, BMN) que nous connaissons aujourd'hui sont les héritiers de cette expérience unique et couronnée de succès qu'a été l'engagement de la division DAGUET en IRAK.

Défilé du 14 Juillet 1991. Le Général Roquejoffre sur VLRA défile en tête des troupes Daguet. © Bideault Pierre/ECPAD/Défense.

La Guerre du Golfe : quelques réflexions sur l'imprévisibilité et l'influence

Benoit Beucher

AMX-10 RC en bataille. Ici, le désert permet de bénéficier pleinement de la vitesse et de l'allonge de son tube de 105 mm. © Fritsch Christian/ECPAD/Défense.

Il est tentant, facile et fréquent de regarder le passé avec les yeux du présent, en toute connaissance de ce qui s'est finalement passé. C'est un péché mortel pour les historiens qui ont une expression pour le condamner : l' « approche téléologique »[1] . Et l'histoire de la guerre s'y prête bien, notamment parce qu'on ne voit souvent que deux issues possibles au combat : la victoire ou la défaite. Ne resterait alors plus qu'à décrire les « faits » qui, mis bout à bout, conduiraient à l'une ou à 'autre. Ce penchant est encore plus fort lorsque la guerre met aux prises des armées occidentales sur-équipées, modernes, et des armées non-occidentales, ici irakienne, qui le sont moins. La guerre du Golfe en est un bon exemple.

Nous savons qui l'a théoriquement gagnée : les États-Unis à la tête d'une large coalition de 34 nations, dont la Grande-Bretagne, ancienne puissance coloniale en Irak, ainsi que la France, qui a depuis longtemps des intérêts au Proche et au Moyen-Orient. Mais était-ce si évident ?

Enfilons désormais les habits de l'historien. Celui-ci sait que les événements sont en partie faits de hasards, de bifurcations : ce qui ne s'est pas passé est tout aussi intéressant que ce qui s'est réalisé... Quand on connaît les conditions et l'atmosphère qui ont enveloppé cette guerre du Golfe, entre août 1990 et février 1991, on voit bien que l'imprévisibilité est une réalité omniprésente tant du côté des coalisés que des Irakiens. Cette imprévisibilité a été soit subie, soit préparée en vue d'objectifs politiques, stratégiques et tactiques.

Crainte de la « guerre sale » et mémoires de la « sale guerre »

Peu de temps avant le déclenchement du conflit, Saddam Hussein, à la tête de l'Irak depuis 1979, ne se doute pas que son projet d'invasion du Koweït, qu'il justifie au moyen d'arguments économiques et historiques, pourrait entraîner une condamnation des États-Unis. En effet, le gouvernement américain a soutenu Bagdad lors de la guerre Iran-Irak (1980-1988), non sans avoir ajouté le pays de Saddam sur la liste des États soutenant le terrorisme ! Imprévisibilité, ensuite, liée à l'évaluation des forces de l'adversaire irakien. Très rapidement, les médias occidentaux, à commencer par CNN, martèlent que l'armée irakienne est la quatrième du monde. La prétendue information tourne en boucle au rythme de l'information en continu. Les opinions publiques occidentales s'attendent donc à un conflit rugueux, de type classique, faisant notamment intervenir avions, blindés, artillerie et troupes au sol. Pour les États-Unis et la France, il s'agit de penser la première intervention de cette ampleur et de cette nature depuis la guerre du Vietnam (1963-1975) pour les uns et la guerre d'Algérie (1954-1962) pour l'autre. Ces deux événements traumatiques, parce qu'ils ont remis en cause bien des certitudes, hantent encore les esprits et nourrissent peur et doutes quant à l'issue du conflit à venir. Ces sentiments sont renforcés par la crainte de voir Saddam mener une guerre sale. Et il y a de quoi. Son cousin, aussi connu sous le nom d' « Ali le chimique », s'y est essayé contre des civils lors du conflit avec l'Iran[2]. C'est donc tout l'imaginaire de la Première Guerre mondiale et du fameux « gaz moutarde », qui ressurgit[3].

Où sont les alliés ?

Cette imprévisibilité est aussi liée à un ordre international bousculé par l'affaiblissement et l'émiettement de l'URSS et de son « bloc », sans compter sur l'évolution des rapports de force au Proche-Orient. Ce contexte rend très incertains les alliances et le positionnement entre les principales puissances dans la région. Exemple typique, la grande question pour la Coalition est de savoir si elle peut compter sur le soutien de l'Arabie saoudite et jusqu'à quel point. Question d'autant plus stratégique que ce pays du Golfe est alors considéré comme le principal pivot de la mise sur pied de la plus importante force coalisée depuis la Seconde Guerre mondiale. Qu'à cela ne tienne ! Les États-Unis lancent aussitôt une campagne d'intoxication faisant croire à la menace imminente d'une offensive irakienne contre l'Arabie saoudite. L'opération « *Desert Shield* » (« *Bouclier du Désert* »), qui s'est déroulée du 2 août 1990 au 17 janvier 1991, vise ainsi à « protéger » l'allié saoudien. Officiellement du moins, puisqu'elle est en réalité le prétexte au regroupement de moyens destinés à attaquer l'Irak. Du côté irakien, la question est de savoir quelle pourrait être l'attitude d'Israël, dont les forces militaires sont redoutées. À sa surprise, il n'intervient pas directement. Il semble en effet que

les États-Unis aient fait pression en ce sens afin de ne pas dégrader leurs relations avec les nations arabes dont une partie a tout bonnement rejoint la Coalition quand une autre s'est refusée à soutenir le dictateur irakien.

Reste une nouvelle question ouverte – et non des moindres – qui est celle du seuil d'acceptabilité des opinions publiques, dans des régimes démocratiques, vis-à-vis de la violence et du bien-fondé d'une guerre contre un État souverain qui ne les menace pas directement. Pour Washington – comme pour Londres ou Paris – il est nécessaire de légitimer sur le plan intérieur une phase plus agressive. Du 17 janvier au 28 février 1991, elle prend la forme de l'opération *Desert Storm* (« *Tempête du Déser*t »), dont la France est l'un des acteurs dans le cadre de l'opération Daguet. Une nouvelle fois, une campagne d'intoxication est savamment orchestrée par Washington, mais cette fois-ci en direction de sa propre opinion publique. C'est ainsi que le 14 octobre 1990, une certaine Nayirah témoigne à l'écran des atrocités dont elle aurait été témoin à Koweït-City : des couveuses, dans lesquelles se seraient trouvés des bébés à la santé fragile, auraient été débranchées par des soldats irakiens. En réalité, l'histoire est montée de toutes pièces. Nayirah est la fille de l'ambassadeur du Koweït aux États-Unis !

Une partie gagnée à l'avance ?

Sur le plan strictement militaire, la partie ne semble pas davantage être jouée d'avance. Sûrs de leur supériorité sur les mers, au sol, dans l'air et dans l'espace, il reste aux Américains et à leurs alliés à s'assurer de la maîtrise du temps après avoir vaincu les distances. En effet, les moyens irakiens auraient pu être suffisants pour ralentir le mouvement conduit par le général Norman Schwarzkopf [4], chef du *Central Command US*, et ainsi permettre aux Irakiens de défendre leur sol en profondeur. Si cela était arrivé, le conflit se serait potentiellement enlisé. La mémoire du cauchemar de la guerre du Vietnam encore vive, cette situation aurait été difficile à assumer politiquement. Pour parer cette menace, des milliers de *Marines* américains sont positionnés afin de laisser planer une menace constante d'un débarquement amphibie dans la partie sud-est du territoire irakien. En réalité, le bluff fonctionne car l'effort est porté à partir de sa frontière sud-ouest. Il permet ainsi de fixer une partie non négligeable des forces armées irakiennes loin du lieu où tout se joue. C'est ainsi que les forces coalisées ont pu mener un vaste et bref mouvement offensif de 42 jours, puis imposer un cessez-le-feu à l'Irak. Finalement, les pertes ont été très faibles par rapport à ce qui pouvait être raisonnablement anticipé au début des opérations.

Mais que se serait-il passé si toutes ces supercheries avaient été dévoilées ? Si des armes sales, dont la force d'évocation est puissante, avaient été employées ? Si la ligne de défense irakienne s'était étirée dans la profondeur ? Si les relations entre les États-Unis et leurs alliés s'étaient tendues avec l'Arabie saoudite ? Si les opinions publiques s'étaient massivement opposées à une intervention militaire dont la finalité économique (la mainmise sur les ressources pétrolières) ne faisait guère de doute ? Autant de questions sur lesquelles on peut encore méditer avec profit aujourd'hui.

1 *Telos*, en grec, signifie à distance. Logos signifie discours. Il s'agit donc d'un discours ou raisonnement tenu à distance, bien après les événements. Ce discours est aussi confortable que le fait de regarder une épreuve de sport depuis son canapé. Le plus dur pour l'historien, c'est de se mettre dans la peau et la tête de personnes qui ne savaient pas ce qui allait se passer, et pour lesquelles l'imprévisibilité était vécue comme telle.

2 Des gaz ont été employés à la fois contre l'Iran, mais également contre des populations civiles, notamment les Kurdes d'Halabja, tuant 5 000 personnes en 1988.

3 Voir article Événement : « *L'appréhension des soldats de Daguet face à l'imprévisibilité des armes chimiques irakiennes* », Ornella Junet, page 19.

4 Voir article Chef militaire : « *Général Norman Schwarzkopf, figure de la guerre du golfe et francophile ambivalent* », Hawa-Léa Sougouna, pages 38.

Radio-tireur du 2e REI lors d'une tempête de sable. Cet événement demeure un facteur déterminant de l'imprévisibilité (incapacité à observer, difficultés à communiquer...)
© Fritsch Christian/ECPAD/Défense.

L'appréhension des soldats de Daguet face à l'imprévisibilité des armes chimiques irakiennes

Ornella Junet

S'il est aujourd'hui indéniable que la guerre du Golfe a été un succès opérationnel en n'entraînant que de faibles pertes humaines (du côté de la coalition), il ne faut pas pour autant considérer que la victoire était gagnée d'avance[1] ou que les risques encourus n'étaient pas réels. Engagés au sein d'une guerre présentée comme de la haute intensité, les soldats doivent quotidiennement faire face au risque insidieux et permanent que représentent alors les armes chimiques détenues par l'Irak.

Soldat en tenue complète S 3P pour un entraînement NBC. © Fritsch Christian/ ECPAD/Défense.

Une inquiétante et permanente incertitude

Comme bon nombre de ses pairs, le général Yves Derville, à l'époque chef de corps du 2e REI, raconte qu'ils « *étaient sur leurs gardes 24h sur 24, en attendant l'attaque [chimique] d'une division irakienne* »[2]. Au sein du 1er Régiment de Spahis, le chef de peloton Patrice ajoute que, même lors des séances de sport, « *derrière les vingt bonhommes qui couraient, il y en avait toujours un qui conduisait la jeep avec, à l'arrière, les combinaisons de protection en cas d'alerte* »[3]. Cette toile de fond du risque chimique ainsi que son imprévisibilité sont les dénominateurs communs de l'ensemble des témoignages des combattants. Elle rend ainsi compte de la prégnance et de l'imprévisibilité de cette menace sur le terrain : les Irakiens oseraient-ils recourir à une arme NBC et enfreindre le Protocole de Genève de 1925 prohibant l'emploi des gaz de combat ainsi qu'ils l'ont effectué auparavant face à l'Iran ? À quel moment du jour ou de la nuit choisiraient-ils de passer à l'action pour obtenir le meilleur effet de surprise ? Contre quelles unités ? Avec quel type de gaz ? Combien de fois et en quelle quantité ? Personne ne sait alors à quoi s'attendre. Cela plonge les soldats dans un climat d'incertitude totale, lui-même vecteur d'inquiétude et de crainte, et ce à l'avantage de l'Irak.

Souvenir traumatisant des armes chimiques

Si les armes chimiques suscitent un tel effet psychologique, c'est en grande partie en raison de la crainte de revivre une guerre sale telle qu'il y en a eu dans le passé. Les expériences historiques d'utilisation de ces armes, et l'horreur qui en résulte, laissent un souvenir traumatisant ainsi qu'un imaginaire de crainte. Les attaques chimiques de la Première Guerre mondiale, et notamment l'utilisation

du « gaz moutarde », marquent un tournant dans la conduite de la guerre. Les séquelles physiques et psychologiques des survivants qui peuvent perdurer longtemps après la fin du conflit, ainsi que le fort taux de létalité, ont convaincu la scène internationale de l'immoralité et de l'atrocité de ces armes. Cependant, le Protocole de 1925 n'a pas suffi à empêcher l'Irak de se forger une réputation de « bourreau » chimique, notamment lors de la guerre Iran-Irak de 1980 à 1988. « Ali le chimique », cousin de Saddam Hussein, n'a en effet pas hésité à ordonner le bombardement aux gaz (ypérite, phosgène, neurotoxiques tabun et sarin) du village kurde de Halabja le 16 mars 1988, faisant autour de 5 000 morts civils et 10 000 blessés en l'espace de quelques heures. Ce massacre, loin d'être un cas isolé, a déjà été opéré, par exemple, le 28 juin 1987 à Sardasht sur des civils iraniens. Ces attaques chimiques, récentes et dramatiques, demeurent bien ancrées dans les consciences des soldats français au moment de l'opération Daguet.

La menace des missiles *Al-Hussein*

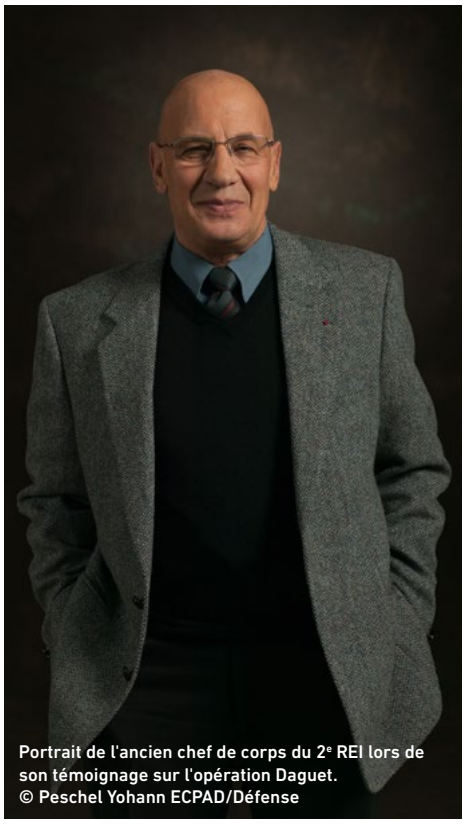
Une chose est alors certaine, l'armée irakienne est en mesure d'effectuer une telle attaque. Elle possède en effet la capacité de production de charges utiles – grâce à sa production de produits chimiques – mais aussi, celle de la faire acheminer vers sa cible par un vecteur. Pour cela, l'Irak dispose de missiles sol-sol *Al-Hussein*, pouvant emporter une grande variété de charges (nucléaire, conventionnelle, chimique). Ces engins sont directement issus du *Programme 144* modifiant les missiles Scud-B, livrés par Moscou entre 1985 et 1988, de manière à doubler leur portée, qui atteint dès lors 650 kilomètres. Cette modification réalisée par l'association de scientifiques irakiens et russes permet, parmi les quelques 800 missiles tirés par les Irakiens sur leurs rivaux, d'atteindre des pays comme Israël, Bahreïn, le Qatar ou encore l'Arabie saoudite. Le général Tanneguy Le Pichon, à l'époque chef d'état-major des forces françaises dans le pays, se souvient : « *Les Irakiens ont envoyé sur Riyad* [capitale du royaume d'Arabie saoudite] *19 Scuds.* [...]. *On était prévenu environ 2 à 3 minutes avant que le Scud n'arrive.* [...] *La grande terreur était qu'il y ait des têtes chimiques sur ces Scuds* »[4].

L'entraînement pour tenter de réduire l'imprévisibilité

Pour tenter de palier l'incertitude planant autour de la menace chimique, les forces coalisées mutualisent leurs équipements et leurs connaissances sur le sujet afin d'être préparées au mieux. Ainsi, les soldats français de Daguet s'entraînent à combattre en atmosphère viciée dès leur arrivée dans la région. Enchaînant les entraînements de jour comme de nuit, ils se préparent notamment à enfiler le plus rapidement possible la tenue S3P (survêtement de protection NBC à port permanent) ainsi que les masques à gaz. Le général Janvier, alors chef du soutien logistique puis commandant de la division Daguet (février 1991), se souvient du stress quotidien subi par les unités

A-Z / LEXIQUE

Neurotoxique : Poison qui agit sur le système nerveux



Portrait de l'ancien chef de corps du 2e REI lors de son témoignage sur l'opération Daguet.
© Peschel Yohann ECPAD/Défense

© ECPAD/Défense

A#BRÉ #VIA#TIONS

REI : Régiment étranger d'infanterie

S3P : Survêtement de protection NBC à port permanent

confrontées à ces risques : « *Voici un exemple de la vie d'un régiment : le 2 décembre, alerte niveau 2 (port de la tenue complète, des chaussettes carbonées, des gants de protection, du masque à gaz) ; 6 et 7 décembre, manœuvre d'ensemble face à la menace chimique ; 26 décembre, alerte ; 28 décembre, idem, niveau 1 ; [etc.]* »[5]. Cette menace chimique semble d'autant plus proche et envisageable lors de l'offensive terrestre de février 1991. En effet, les troupes françaises ont face à elles la 45e division d'infanterie irakienne, laquelle a notamment utilisé sa capacité chimique durant la guerre Iran-Irak.

Et pour les guerres de demain ?

De nos jours, le risque chimique demeure une réalité face à laquelle la France doit se préparer. De fait, la probabilité croissante d'être engagée dans un conflit de haute intensité, ainsi que le développement accru des technologies NBC (nommées aujourd'hui NRBC), rendent cette menace plus que plausible. Cependant, du fait de la diminution des pertes militaires ces dernières décennies, le seuil d'acceptabilité du risque a drastiquement chuté en comparaison des guerres mondiales du siècle dernier. Ainsi, comment réagiraient les militaires et l'opinion publique si un conflit de haute intensité se déclenchait, qui plus est face à un État ne respectant pas les engagements internationaux ? Comment aborderaient-ils l'imprévisibilité liées aux armes chimiques, et *in fine* à la mort de masse ?

1 Voir article Thème : « *La Guerre du Golfe : quelques réflexions sur l'imprévisibilité* », Benoit Beucher, page 16.

2 Bouquet Frédéric, *La conquête d'As Salman. La grande aventure de la division Daguet*, webdocumentaire de l'Ecpad, 2012.

3 Leroux Hubert et Sabbagh Antoine, *Paroles de soldats. Les Français en guerre 1983-2015*, Paris, Tallandier, 2015, p. 75.

4 Frédéric Bouquet, *ibidem.*

5 Cochet François, « Les OPEX, engagements internationaux et nouvelles formes de guerre », in *Les Français en guerres. De 1870 à nos jours*, Paris, Perrin, 2017, p. 406.

Exercice d'alerte NBC sur l'héliport de CRK (camp du roi Khaled) : les soldats, groupés autour d'un hélicoptère Puma SA 330, ont enfilé la tenue 63.© Le Jamtel Yann/ECPAD/Défense.

La logistique de Daguet : performances humaines et limites techniques

CDT Romain Choron

À la fin de l'année 1990, et au début de l'année 1991, l'opération Daguet est la réponse de la France à l'invasion du Koweït par son voisin irakien. Les différentes fonctions du soutien français (sanitaire, ravitaillement, maintenance, commissariat…) sont confrontées à la difficulté d'assurer la logistique d'une division de près de 12 000 hommes et de ses 4 000 véhicules, pendant plusieurs mois, dans une zone désertique située à plus de 5 000 km de la métropole. Au cours des sept mois de crise, la logistique française va mettre à profit son expérience des opérations extérieures menées depuis 1962, ainsi que sa préparation à un conflit de type guerre froide, pour assurer à la division Daguet l'essentiel de ses besoins.

Une montée en puissance progressive : le soutien de l'opération « Bouclier du désert », (6 août 1990 au 16 février 1991)

Sur le plan de la conception de la manœuvre logistique, dès le début de l'opération l'évolution croissante de l'effectif à soutenir entraîne des difficultés. Cet effectif passe de 3 000 à 15 000 hommes entre octobre 1990 et janvier 1991. En métropole, il faut trouver et aménager les vecteurs de transport pour les hommes et le matériel. En Arabie, il faut adapter le soutien sur le terrain à cet accroissement de la force. À côté de cette difficulté d'adapter la dimension du soutien à une progression aussi rapide et importante des effectifs, un autre défi est imposé par le choix du pouvoir politique de ne pas engager le contingent. Alors que les troupes de mêlées s'appuient sur un noyau d'engagés constitué par la Force d'action rapide (FAR), les différentes fonctions du soutien peinent à réunir au sein de nouvelles unités des militaires professionnels, qui ne se connaissent guère et n'ont pas manœuvré ensemble.

Vues aériennes d'un convoi logistique franco-américain qui se déplace sur l'axe Texas.
© Riehl Michel, Le Jamtel, Yann/ECPAD/Défense.

Assurer la cohésion de ce personnel, et harmoniser leurs procédures de travail au sein des structures logistiques du théâtre nécessiteront donc un effort d'adaptation important pour coordonner leurs actions.

Par ailleurs, sur le plan matériel, ce conflit intervient alors que la « diéselisation » des véhicules de l'armée de Terre, décidée pour faciliter le recomplètement en carburant du matériel roulant, oblige les unités logistiques à renoncer à envoyer un certain nombre de camions spécifiques, tels que les Marmont et les Simca. De plus, l'informatisation progressive du système des approvisionnements du matériel nécessite l'envoi d'ordinateurs sur le théâtre, qui résisteront mal à la chaleur et surtout au sable.

Enfin, ce conflit se caractérise par des élongations très importantes, avec la métropole, mais aussi sur le théâtre, notamment entre le soutien de l'avant et celui de l'arrière. C'est une nouveauté pour une logistique dont le maillage territorial national des unités est adapté aux prévisions d'un conflit de haute intensité de courte durée en centre Europe. La distance entre la base logistique aéroportuaire de Yanbu (où les camions chargent les containers arrivant par voie maritime de métropole) et celle de la Cité du roi Khaled (CRK) où ils déchargent, équivaut à celle de Nice-Dunkerque (environ 1 200 km), ce qui explique que chaque camion parcourt au cours de la guerre près de 45 000 km, soit le tour de la terre. L'absence d'infrastructure industrielle pour installer les unités du matériel, et les conditions climatiques éprouvantes pour le matériel, mettent également à rude épreuve le soutien de maintenance.

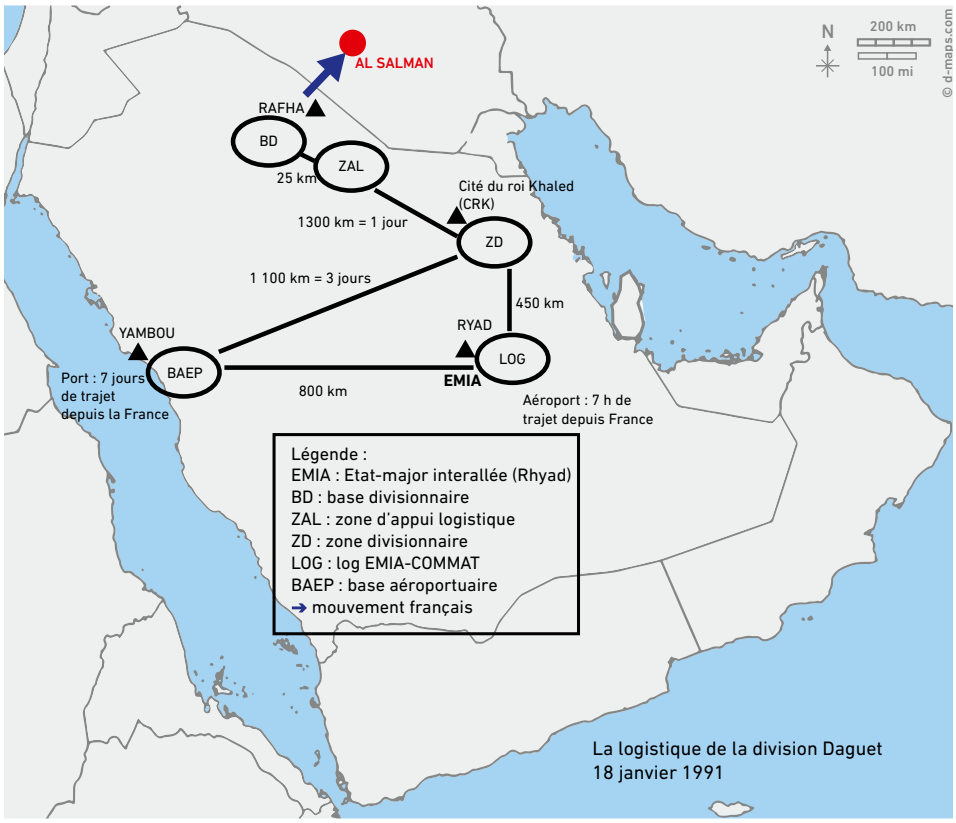
A#BRÉ #VIA#TIONS

CRK : Cité du roi Khaled
FAR : Force d'action rapide
VTL : Véhicules de transport logistique

Un dispositif adapté aux défis de l'opération « tempête du désert » (17 au 28 février 1991)

Lors de cette seconde phase du conflit, une offensive contre les forces irakiennes (opération « Tempête du désert ») est déclenchée. La zone d'engagement de 150 km de profondeur et large de 50 km, correspond aux gabarits de la guerre froide. Ainsi, la base divisionnaire et le groupement de soutien logistique « avant », installés pendant la phase « Bouclier du désert » en Arabie saoudite sur la cité du roi

Le PC de la Division dans la région de CRK. © Le Jamtel, Yann/ECPAD/Défense.



La logistique de la division Daguet
18 janvier 1991

Le PC de la division Daguet à Miramar.
© Le Jamtel Yann/ECPAD/Défense.

Khaled (CRK), assurent le mouvement de la force après le 17 janvier 1991 en se déplacent vers l'ouest, à Rafha, tout en maintenant les échanges avec la base aéroportuaire de Yambu (sur la mer Rouge). Le maintien de ce flux est nécessaire pour acheminer vers le front des quantités importantes de fret. En effet, quotidiennement la division a besoin de 150 000 litres d'eau par jour (dont 10 litres d'eau potable par homme), 15 tonnes de rations de combat, 500 mètres cubes de carburant. Pour pallier l'absence de matériel de manutention rapide pour les conteneurs maritimes, ces derniers sont chargés directement sur les tous nouveaux camions lourds équipés d'un bras de chargement et capables avec leurs remorques de transporter 25 tonnes ; ainsi 260 véhicules de transport logistique (VTL) et 3 400 conteneurs maritimes permettent le transport de 45 000 tonnes de biens au cours de cette guerre, dont 13 000 de munitions.

Par ailleurs, pour cette phase, un effort particulier du commandement est porté sur le soutien sanitaire. Ainsi, en complément des moyens régimentaires (poste sanitaire), un hôpital de campagne est mis en place à l'aéroport de Ryad, comprenant des blocs opératoires, un centre de réanimation, et un centre pour grands brûlés. De plus, deux navires de la Marine, la *Rance* et la *Foudre*, ont préparé deux blocs opératoires chacun. Au total, près de 1 200 militaires sont dédiés au soutien santé, soit 10 % de l'effectif de la division (7 % chez les Américains). En outre, sur les 39 hélicoptères PUMA engagés sur le théâtre, 14 sont réservés au soutien santé.

Ainsi, la logistique a mis à profit les délais important de montée en puissance de la force pour pallier ses limites initiales. Elle a ainsi assuré le déploiement du dispositif de la division lors de sa montée en puissance, puis son soutien dans la durée. Mais pour autant, la brièveté de la période d'engagement (une centaine d'heure) a été trop courte pour tester l'efficacité des différentes fonctions logistiques en situation de conflit de haute intensité.

L'AMX 30 B2 durant l'opération Daguet

CNE Jean-Baptiste Pétrequin (conservateur du musée des blindés)

Il y a trente ans, un char destiné au théâtre centre européen connaît son baptême du feu dans le désert irakien : l'AMX 30 B2. L'histoire de cet engin est étroitement liée à celle du 4e Régiment de dragons (RD), seule unité blindée lourde engagée durant cette campagne.

Un véhicule de transition aux capacités nouvelles

L'AMX 30 B2 est une version améliorée de l'AMX 30 B. Cette génération de char est née au début des années 1960 de la scission d'un programme franco-allemand. La version B2 apparaît en 1982, c'est la première fois qu'un char français intègre de l'électronique de bord, créant ainsi un véhicule de transition entre l'ancienne génération issue de la Seconde guerre mondiale et la nouvelle, dont le Leclerc est l'aboutissement. Elle est issue soit de rétrofit d'AMX 30 B, soit de production nouvelle. Le but de cette évolution est d'atteindre 90 % de probabilité de coup au but, de jour comme de nuit.

Les différences majeures entre les deux versions se situent principalement au niveau du télémètre qui est changé au profit d'une version laser mais aussi par l'installation d'une caméra thermique Castor à droite du canon. Cette dernière rend possible la détection de cible à plus de 5 000

Progression, près du camp de Miramar, des chars AMX-30 B2 du 4e régiment de dragons survolés par un hélicoptère Gazelle de l'Alat.
© Charre Didier/ECPAD/Défense.

Un AMX-30 B2 du 4e RD se déplace dans le désert.
© Charre Didier/ECPAD/Défense.

mètres et leur identification à partir de 3 000. De plus, un nouveau système de vision nocturne remplace le précédent. La motorisation est elle aussi revue avec un bloc moteur polycarburant Hispano-Suiza 110.2 turbocompressé fournissant 680 chevaux à 2 400 tr/mn (nombre de tours par minute). Il est accompagné d'une boîte de mécanisme semi-automatique Minerva à convertisseur de couple. Du point de vue de la suspension, les barres de torsion sont renforcées et des amortisseurs hydrauliques complètent les balanciers d'extrémité. En ce qui concerne la version spécifique à l'opération Daguet, les engins du 4e RD sont équipés de jupes sur le train de roulement, de GPS ainsi que de lance leurre et fumigène Ruggeri « Spider ». Enfin, en ce qui concerne la puissance de feu, l'AMX 30 B2 est apte à tirer un obus flèche de 105 mm qui, allié à la conduite de tir, lui permet d'atteindre avec près de 90% un objectif dès le premier tir.

Le 4e Régiment de Dragons dans le Golfe

Pour la France, la mission confiée par la Coalition se caractérise notamment par l'envoi de chars de combat. Le choix se porte sur l'un des deux escadrons professionnalisés : le 1er escadron du 4e RD ou le 2e escadron du 501e Régiment de chars de combat. L'armée de Terre décide finalement le 5 octobre 1990 de professionnaliser tout le 4e RD en regroupant tous les engagés de la cavalerie lourde en son sein. Après huit jours de montée en puissance lors de la semaine de Noël, puis un transport par bateau, l'unité débarque à Yanbu en Arabie saoudite le 2 janvier. Elle se situe alors à plus de 1 000 kilomètres de la future zone de stationnement baptisée *Miramar*, placée dans la zone des trois frontières. Les chars y arrivent moins d'une semaine avant la fin de l'ultimatum de l'ONU et du déclenchement de l'offensive aérienne.

L'engagement

Dans la première version de l'ordre d'opération, ils doivent se lancer frontalement sur leur objectif dans une sorte d'attaque bélier afin de rompre le front ennemi et faire passer le gros des troupes. Cette vision est contrebalancée par une proposition du Colonel Bourret, chef de corps du 4e RD, de prendre l'objectif à revers en coordination avec l'appui de l'artillerie. Or, la prise de *Rochambeau*[1] n'est pas modifiée et l'adaptation de la manœuvre au terrain est laissée à l'initiative du chef. Durant la journée du 24 février 1991, le plan se déroule comme prévu. Les dragons du 4e RD expriment tout le potentiel de leurs engins que ce soit au canon de 105 sur les bunkers ou au canon de 20 mm sur les véhicules. Le soir venu, la masse de prisonniers à contrôler et un fort vent de sable stoppent la progression pour la nuit ce qui permet les recomplètements. Le lendemain, l'assaut sur *Chambord*[2] voit la destruction d'un escadron de chars T-55 irakiens mais aussi le premier champ de mine. Le 26, les chars appuient le 3e RIMa dans la prise de l'aérodrome d'As-Salman, le cessez-le-feu est alors sonné. Le 4e RD va rester sur position pendant un mois avant de faire le chemin inverse et retrouver le sol français le 18 avril.

A-Z / LEXIQUE

Polycarburant : véhicule pouvant utiliser la majorité des produits pétroliers (essence, diesel)

Rétrofit : remplacement de certaines pièces afin d'améliorer les capacités du véhicule

Train de roulement : système de « roues » formant un « train » sur lequel repose un châssis (caisse de char)

Turbocompressé : moteur dont l'efficacité est augmentée par l'ajout d'une turbine.

A#BRÉ #VIA#TIONS

AMX : Ateliers d'Issy-les-Moulineaux

EMAT : État-major de l'armée de Terre

RD : Régiment de Dragons

RIMa : Régiment d'infanterie de Marine

Au bilan, les 44 chars du 4e Régiment de dragons se sont parfaitement comportés et ont accompli leur mission au meilleur de leurs capacités. L'AMX 30 B2, un char taillé pour arrêter le pacte de Varsovie, va exprimer tout son potentiel en zone désertique pour laquelle il n'est, a priori, pas fait. En ce qui concerne l'engagement du 4e RD dans l'opération Daguet, je vous invite à lire le témoignage du colonel Bourret qui retrace cette épopée de manière humble mais criante de vérité. (https://operation-daguet.fr/des-chenilles-dans-le-sable/)

1 Nom de code donné au premier objectif assigné aux Français.

2 Nom de code donné au complexe d'AS-Salman.

La guerre du Golfe : une rupture pour le Génie

CNE ® Christophe Lafaye

Le Génie participe à l'opération Daguet menée par la France dans le cadre de la coalition internationale. Le 6e Régiment étranger du génie (REG) est déployé en intégralité sous le commandement du colonel Jacques Manet et reçoit une mission de génie d'assaut. Les moyens de la division sont également renforcés par des détachements de sapeurs provenant de toutes les unités de France. Les alliés mènent alors une guerre conventionnelle contre une armée de type soviétique. Pour les sapeurs de la guerre froide, c'est un temps d'apprentissage du feu et de l'offensive.

Des VAB du 6e REG progressent dans le désert au milieu de nuages de sable. Les véhicules de l'avant blindés sont photographiés au plus loin en plan général.
© Riehl Michel/ECPAD/Défense.

Un jeune régiment engagé au combat

Le régiment de génie Légion est engagé entre septembre 1990 et mai 1991. De création récente, il n'est pas encore expérimenté. Le général (2S) Jacques Manet se rappelle : « *Quand la guerre du Golfe a éclaté, le [régiment] était tout jeune, six ans à peine depuis sa création en 1984. [Jusqu'en] 1990, le 6e REG avait bâti son expérience [autour] essentiellement du déminage de temps de paix. La priorité* était donc de faire l'apprentissage des missions de combat, ce qu'on appelle le génie d'assaut ». Dans les premiers temps de son engagement (septembre à décembre 1990), le régiment intervient dans l'aide au déploiement des éléments de la division Daguet, à leur protection (merlons autour des zones vies, aménagements de soutes à munitions, emplacements de combat…) mais aussi à leur installation en campagne (réalisation de puisards pour l'évacuation des eaux usées). Dans la seconde phase de l'opération synonyme de préparation d'une offensive contre l'Irak, le 6e REG est regroupé en intégralité en Arabie saoudite. Il parfait son entraînement, intégrant la contrainte du combat en tenue NBC et se préparant à mener des missions de génie d'assaut en faveur des éléments blindés de la coalition avec les matériels de dotation : bangalores (charges allongées), explosifs divers, lance-flammes, etc.

Le régiment ne possédant pas de moyens de déminage offensif mécanisé, il est renforcé par une compagnie sur engins blindés du génie (EBG) du 3e RG, une section de déminage lourd composée de volontaires issus des autres régiments et par le 27e bataillon du génie parachutiste américain équipé du système *Mines Clearing Line Charge* (MICLIC), permettant de faire des brèches rapides dans les champs de mines. En guise de chars démineurs, le génie français modifie 6 chars AMX 30 télécommandés, qui sont équipés de rouleaux anti-mines d'origine israélienne (KMT5). La préparation opérationnelle intégrant ces nouveaux matériels est très rapide : « *Nous avons réussi à faire l'apprentissage de ces matériels en créant nous-*

mêmes des champs de mines dans les zones d'exercice (…) pour nous exercer à ouvrir des itinéraires avec les MICLIC, les chars démineurs et les EBG », se souvient Jacques Manet. À la veille de l'offensive, la division Daguet dispose d'environ 1 200 hommes du génie, comprenant deux états-majors, 9 unités élémentaires dont 7 de combat ou de travaux. Le chef de corps du 6e REG assure directement le commandement de l'ensemble auquel s'ajoute le bataillon américain détaché.

Les retours d'expérience du génie

Lors de son compte rendu de fin de mission, le colonel Jacques Manet présente pour le génie les leçons à chaud de l'offensive. Celle-ci se caractérise par un rythme très soutenu des opérations où les Français parcourent 120 kilomètres en deux jours. Les exigences sont alors nombreuses : difficultés à se réarticuler durant l'action, mise en place d'une cellule « gestion du terrain », de moyens de reconnaissance du génie (Détachement de liaison et de reconnaissance du génie, DLRG). Ces éléments doivent alors permettre une anticipation de la manœuvre. Au niveau de l'interarmes et de l'interarmées, les problèmes de transmission et d'interopérabilité s'avèrent complexes. Par ailleurs, les axes logistiques – important pour la manœuvre – n'ont pu être réalisés que grâce au matériel détenu par les Américains. Le Génie doit alors développer en urgence des unités de travaux lourds susceptibles d'intervenir rapidement en zone de combat. Enfin, la dépollution (sous-munitions) du champ de bataille devient une mission majeure du génie en opération. La question de la destruction de masse des munitions et du potentiel militaire de l'ennemi devient importante.

A#BRÉ#VIA#TIONS

DLRG : Détachement de liaison et de reconnaissance du génie
EBG : Engin blindé du génie
MICLIC : *Mines Clearing Line Charge*
NBC : Nucléaire, bactériologique et chimique
REG : Régiment étranger du génie
RG : Régiment du génie

La guerre du Golfe fait ainsi apparaître quelques difficultés auxquelles est confrontée le Génie, et en particulier l'absence de moyens de déminage rapide. Le MICLIC s'est révélé rustique, facile à tracter mais avec une portée pratique de déminage limitée. L'AMX 30 démineur a donné satisfaction, même s'il apparaît que l'ajout d'une lame étrave à l'avant est indispensable. Pour le Génie, l'épreuve du combat dans le Golfe révèle ainsi de nombreux défis à relever pour l'avenir.

Deux légionnaires du 6e REG glissent un bungalor dans un réseau de barbelés. © Charre Didier/ECPAD/Défense.

Un sapeur parachutiste du 17e RGP est en train de procéder au déminage de la plage de Koweit City. © Charre Didier/ECPAD/Défense.

L'artillerie française dans la guerre du Golfe

CEN Simon Ledoux

Les unités d'artillerie qui participent à la guerre du Golfe sont constituées, conformément à l'ordre du président François Mitterrand, de soldats professionnels. Ils proviennent essentiellement du 11e RAMa, sous les ordres du colonel Jean Novacq. D'août 1990 à avril 1991, les artilleurs français prennent une part active aux opérations en participant aux trois opérations constitutives de la campagne.Un jeune régiment engagé au combat

Opération « Bouclier du désert » (6 août 1990 au 16 février 1991)

Le 11e RAMa, entièrement déployé, est renforcé par des éléments du 35e RAP (quatrième batterie sol-air, section RASIT et des CRAP), du 68e RAA (une section sol-air et deux DLO)[1] et enfin d'une autre section RASIT du 6e RA. Ils rejoignent le Golfe persique par vagues successives, d'août à décembre 1990. Certains rejoignent les Émirats Arabes Unis (lire plus bas), les autres débarquent au port saoudien de Yanbu pour rallier tout d'abord la cité du roi Khaled puis une zone d'attente nommée « Miramar », située à plus de 1 000 km au Nord du port. Le déplacement se fait en plusieurs convois, en ambiance NBC et sous la menace des Scud irakiens. À Miramar, les artilleurs s'entraînent, assurent l'entretien de leurs armes et de leurs véhicules, en attendant d'être engagés. Dans la nuit du 17 janvier 1991, ils se déplacent vers la localité de Rafha, distante de 300 km et située près de la frontière irakienne. C'est une nouvelle période d'attente qui débute, faite d'entraînements, de camouflage et de collecte de renseignement sur les unités de la 45e division d'infanterie irakienne, qui est l'ennemi terrestre de la division Daguet. Par crainte d'être localisés, les RATAC et les RASIT du 35e RAP puis du 6e RA ne peuvent fonctionner en mode nominal. L'armée irakienne bouge à la frontière. Le 2 février 1991,

La station Sirocco du 11e RAMa. © Charre Didier/ECPAD/Défense.

Poste de tir SATCP Mistral du 35e RAP. Défense antiaérienne du PC de la division.© Le Jamtel Yann/ECPAD/Défense.

le 11e RAMa réalise les premiers tirs de la division lorsqu'il appuie le 2e REI et le 1er régiment de spahis qui font face aux Irakiens installés au poste-frontière de Natchez. 106 coups de 155 mm sont tirés. L'ennemi se tait.

Opération « Tempête du désert » (17-28 février 1991)

L'opération débute le 17 janvier 1991 par une intense campagne aérienne dont l'objectif est de détruire l'armée irakienne au sol et dans les airs. La campagne terrestre débute le 24 janvier 1991 et vise à libérer le Koweït. Pour la division Daguet, il s'agit de couvrir face au Nord-Ouest l'action de la coalition en menant une reconnaissance offensive en territoire irakien, sur un axe Rafha - As Salman (siège de l'état-major de la 45e division d'infanterie irakienne) - fleuve Euphrate. Les « bigors » du 11e RAMa appuient le groupement Ouest[2] et assurent la couverture générale de la division alors que l'artillerie de la 18e brigade américaine appuie le groupement Est[3]. Les DLO sont répartis dans les différentes régiments appuyés. Pour suivre le rythme élevé de la manœuvre, les artilleurs doivent déplacer leurs VAB et leurs TRM 10 000 tracteurs de pièces à grande vitesse sur un terrain extrêmement abrasif, progresser en tiroir puis se mettre en batterie très rapidement pour assurer un appui-feu permanent. Les principaux tirs ont lieu le 23 février, moment où l'artillerie exécute des tirs de contrebatterie et le 24 février, 108 coups sont tirés sur des objectifs dévoilés lors de la progression du 3e RIMa sur l'axe *Rochambeau*. Le lendemain, l'aéroport d'As Salman est traité par 1 300 coups tirés notamment par les 155 TRF1 du régiment, avant qu'un assaut victorieux ne soit donné par les « marsouins ». Le 26, les CRAP de la division s'emparent du

A-Z / LEXIQUE

Bigor : artilleur des Troupes de marine

Contrebatterie : action pour un élément d'artillerie qui vise à réduire ou détruire l'artillerie adverse

Marsouin : fantassin des Troupes de marine

Régiments de mêlée : infanterie et cavalerie

Tir d'un canon de 155 mm TR-F1 du 11e RAMa.
© Charre Didier/ECPAD/Défense.

fort d'As Salman, 5 d'entre eux sont blessés lors de l'explosion de sous-munitions, causant la mort de deux de leurs camarades du 1er RPIMa. Pendant l'offensive, les artilleurs sol-air de la division assurent la défense anti-aérienne très courte portée des régiments de mêlée et des principaux PC de la division. L'aviation irakienne, quasiment détruite lors de la campagne aérienne ou mise en fuite, ne se montre pas dans le ciel défendu par les sections SATCP Mistral et Stinger françaises.

Opération « Busiris » (août 1990 à avril 1991)

Les EAU ayant accepté d'accueillir des forces de la coalition sur son sol, la France décide d'y envoyer un détachement interarmées pour protéger les infrastructures aéroportuaires du pays contre d'éventuels raids irakiens et former les soldats émiratis. Ainsi, la batterie sol-air du 11e RAMa fournit deux sections SATCP Mistral en renfort du détachement Crotale (missiles de moyenne portée) de l'armée de l'Air. Installées sur la base d'Al Dhafra, les « bigors » remplissent leur mission de surveillance et de protection du 10 août au 19 décembre 1990. D'autre part, la section RASIT du 35e RAP débute son périple dans le Golfe par un séjour aux Émirats du 25 août au 18 octobre 1990 avant de rejoindre la division Daguet en Arabie saoudite.

L'artillerie française contribue grandement aux succès des opérations de la coalition dans le Golfe Persique, recueillant le renseignement, appuyant les unités au contact et réalisant des tirs dans la profondeur, contrebattant l'artillerie ennemie, surveillant inlassablement les cieux saoudiens, irakiens et émiratis. La Nation témoigne sa reconnaissance aux artilleurs : le 11e RAMa est cité à l'ordre de l'armée, l'inscription « Koweit 1990-1991 » est brodée dans les plis de son étendard décoré de la croix de guerre des TOE avec palme de bronze. La 4e batterie sol-air du 35e RAP est citée à l'ordre du corps d'armée, son fanion décoré de la croix de guerre des TOE avec étoile de vermeil. De nombreux artilleurs sont cités individuellement. L'artillerie française a retrouvé un niveau d'engagement qui n'avait plus été atteint depuis la guerre d'Algérie.

L'auteur remercie le 11e RAMa, le 35e RAP et l'association des anciens du régiment, ainsi que le 68e RAA pour l'excellent accueil qu'ils lui ont réservé, et par la mise à disposition des archives régimentaires.

A#BRÉ #VIA#TIONS

CRAP : Commandos de recherche et d'action en profondeur
DLO : Détachements de Liaison et d'Observation
EAU : Émirats Arabes Unis
NBC : Nucléaire, bactériologique et chimique
PC : Poste de commandement
RA : Régiment d'artillerie
RAMa : Régiment d'artillerie de Marine
RASIT : Radar d'acquisition et de surveillance des intervalles
RATAC : Radar d'aide au tir en campagne
RD : Régiment de dragons
REC : Régiment étranger de cavalerie
REG : Régiment étranger du génie
REI : Régiment étranger d'infanterie
RHC : Régiment d'hélicoptères de combat
RIMa : Régiment d'infanterie de Marine
RPIMa : Régiment de parachutistes d'infanterie de Marine
RS : Régiment de Spahis
SATCP : Sol-air très courte portée
TOE : Théâtres d'opérations extérieurs
TRF1 : tracté modèle F1
VAB : Véhicule de l'avant blindé

1 DLO et 68e RA sont les dénominations de l'époque.
2 Le groupement Ouest est composé des 2e REI, 1er RS, 1er REC, 3e RHC, 11e RAMa.
3 Le groupement Est est composé des 3e RIMa, 4e RD, 6e REG, 1er RHC.

Les services de renseignement militaire français au contact des forces américaines durant la guerre du Golfe : quels enseignements ?

Hawa-Léa Sougouna

Le renseignement militaire renvoie à « *une partie de l'ensemble plus vaste du renseignement de défense, qui doit permettre à l'autorité politique de concevoir, diriger et conduire la défense de la nation, laquelle a «pour objet d'assurer en tout temps, en toutes circonstances et contre toutes les formes d'agression, la sécurité et l'intégrité du territoire, ainsi que la vie de la population*[1] » ». En somme, il s'agit de permettre la récolte, le traitement et la mobilisation d'un renseignement d'intérêt militaire visant au déploiement optimal des forces françaises. À ce titre, la guerre du Golfe a pour conséquence la réorganisation des services de renseignement tout en s'inscrivant dans le processus plus large de la « *révolution dans les affaires militaires* » (RAM) amorcée dans les années 1990. Débutant en 1991, à la suite de l'invasion par Saddam Hussein du Koweït le 2 août 1990, l'opération Daguet est déclenchée.

La Guerre du Golfe, un tournant organisationnel pour le renseignement militaire français ?

L'émergence d'unités des forces spéciales au sein de l'armée de Terre ayant la capacité de collecter et de traiter le renseignement est déjà ancienne. Néanmoins, l'opération Daguet s'accompagne d'une structuration de ces services. Au lendemain de la guerre de Golfe, un ensemble de mesures sont prises : mise en place d'une direction dédiée au renseignement (DRM) ; création d'une instance de coordination opérationnelle interarmées (CPOIA) et d'un commandement des opérations spéciales (COS) auquel s'ajoute enfin le Centre opérationnel interarmées (COIA). Ajoutons à cela que, dans le cadre de la coopération à l'échelle européenne, le renseignement militaire satellitaire (Hélios) se développe. Ceci bénéficie naturellement à l'armée française sans trop fortement peser sur un budget déjà contraint.

En définitive, et comme le souligne le lieutenant-colonel Rémy Porte[2], la guerre du Golfe a fait office d'accélérateur des processus de transformation et de réorganisation de l'appareil militaire français, notamment en matière de renseignement militaire humain et électronique. Elle a permis de favoriser une meilleure interopérabilité avec ses homologues anglo-saxons du point de vue organisationnel.

Spécificité et autonomisation du renseignement militaire français

En effet, jusqu'au début des années 1990, l'armée française souffrait d'une carence importante en matière

de renseignement d'intérêt militaire électronique. Celui-ci était jusque-là dépendant des capacités américaines. Par la suite, le ministre de la Défense Pierre Joxe fit de la création de la DRM un de ses principaux objectifs. Ce service vit ainsi le jour en juin 1992, soit à peine 8 mois après la fin des combats. Le général de corps d'armée Heinrich, son fondateur et premier directeur, souligne l'aide matérielle fournie par l'Agence américaine du renseignement de la défense (*Defense Intelligence Agency*). Cet appui lui permit de s'inscrire rapidement dans le cercle des services de renseignement de premier rang. D'autre part, l'accent a été mis sur l'autonomisation du renseignement militaire français tout en préservant sa spécificité, caractérisée par l'importance accordée au renseignement d'origine humaine (ROHUM).

À la veille de la guerre du Golfe, il semble donc que la faiblesse du dispositif français en matière de renseignement résultait avant tout de l'absence d'instances de coordination. À cela s'ajoutait une inadéquation des moyens techniques avec les innovations de l'époque.

1 Ordonnance du 7 janvier 1959.

2 Voir article Opération : « *Daguet 1991* », LCL ® Rémy Porte, p. 9

A#BRÉ #VIA#TIONS

COIA : Centre opérationnel interarmées

COS : Commandement des opérations spéciales

CPCO : Centre de planification et de conduite des opérations

CPOIA : Commandement pour les opérations interarmées

DRM : Direction du renseignement militaire

Vue aérienne du fort d'As Salman, PC de la 45e division d'infanterie irakienne. © Charre Didier/ECPAD/Défense.

Les relations avec la base arrière

Ornella Junet et Sonali Ghoorahoo

Une des particularités de la guerre du Golfe, qui est aujourd'hui rarement soulevée, est l'absence quasi-totale de femmes militaires dans le déploiement de la Division Daguet. L'opération Bouclier du Désert de la coalition (2 août 1990 - 17 janvier 1991) ayant lieu sur les terres saoudiennes, cette monarchie islamique a catégoriquement refusé leur présence pour des raisons religieuses. De ce fait, qu'elles soient civiles ou militaires, les femmes (et leur famille) doivent rester à l'arrière dans l'attente continue de nouvelles. Se pose alors la question de la communication entre les militaires, déployés à plus de 4 000 km de distance, et leurs proches. D'autant plus que le temps de l'opération s'éternise. Les soldats sont parfois maintenus en opération pendant 7 mois sans pouvoir rentrer chez eux.

Des difficultés à entretenir le lien avec la base arrière

Malgré les capacités médiatiques à transmettre cette guerre en direct aux quatre coins du monde, les militaires sur le terrain ne bénéficient pas de cette même facilité ni de cette même fréquence pour communiquer avec leurs proches. À un rythme hebdomadaire, les échanges s'effectuent uniquement par courrier postal, lequel met plusieurs jours avant d'arriver jusqu'à son destinataire. Outre ce moyen traditionnel, quelques heureux élus ont la chance de pouvoir joindre leur famille par téléphone, mais cela ne se fait qu'au bout d'un long périple. Patrice, à l'époque chef de peloton au 1er régiment de Spahis témoigne : « *De temps en temps, on va au camp du roi Khaled* [infrastructure abritant les armées de la coalition internationale] à trois quarts d'heure de piste. Il faut faire deux heures de queue pour accéder à une cabine téléphonique. Ça coûte la peau des fesses, cinquante francs la minute [l'équivalent de près de 10 euros en 2020]. *On parle trois minutes à nos chères et tendres et puis c'est tout* »[1].

Un soutien national décisif

Pour compenser ce manque de relations entre les militaires et leur famille, un grand mouvement de solidarité nationale se met en place dès les premiers mois de la guerre. Beaucoup de colis et de lettres de soutien leur sont envoyés, lesquels s'intensifient à mesure que la période de Noël approche et que la guerre perdure. De plus, des associations se forment, à l'instar d'*Un soldat dans le Golfe*[2], et mettent en place des correspondances régulières avec des marraines de guerre. Autrement dit, les actions de la base arrière démontrent un véritable soutien national, qui est primordial pour entretenir le moral des troupes. Le général Bernard Janvier, à l'époque chef du soutien logistique de septembre 1990 à février 1991, puis chargé du commandement de la division Daguet, considère même cet effort national comme un facteur de victoire : « *Nous avons été plus forts parce que le pays était derrière ses soldats* »[3].

Le courrier comme facteur de concentration : un avantage qui se perd ?

Si le délai de réception et la faible fréquence du courrier des proches nous semblent aujourd'hui rédhibitoire, cela présente pourtant des avantages en termes de gestion du personnel. Non seulement le format papier permet de peser le choix des mots et d'éviter le partage des futilités, mais surtout la réception hebdomadaire des lettres permet aux militaires, le reste du temps, de se focaliser pleinement sur le moment présent et leur mission. Gaultier d'Andlau, lieutenant au 1er Régiment de Spahis durant les faits, se souvient qu'à « l'*époque, il n'y avait pas de téléphone portable et ça m'a permis d'avoir encore mieux mon équipe avec moi, de pouvoir gérer encore mieux le moral, parce qu'il n'y a rien de plus difficile que de vouloir motiver, de convaincre du personnel, et de savoir que dans sa tête il est ailleurs, notamment en téléphonant quotidiennement avec sa famille qui n'a pas le recul* »[4]. En effet, le problème de l'immédiateté induit par les nouvelles technologies est aujourd'hui un réel enjeu, puisque la réception continue d'informations sans filtre de la part de la base arrière risque de compromettre la pleine concentration du militaire sur sa mission.

1 Hubert Leroux, Antoine Sabbagh, *Paroles de soldats. Les Français en guerre 1983-2015*, Tallandier, 2015, p. 77.

2 Hubert Leroux, Antoine Sabbagh, *ibidem*, p. 76.

3 Propos recueillis par Pierre Bayle, « Daguet : la mise en place et la montée en puissance (Interview du général Bernard Janvier) », *Operation-daguet.fr*, le 16 août 2018

4 Frédéric Bouquet, *La conquête d'As Salman. La grande aventure de la division Daguet*, webdocumentaire de l'Ecpad, 2012.

Prise d'armes des CRAP du 8e RPIMa devant l'ambassade de France.
© Babef Patrick/ECPAD/Défense.

Quartier Général ROLLET, le 30 novembre 1990.

Le Chef de Corps

Madame,

J'ai désigné votre mari pour participer au premier engagement opérationnel auquel est confronté le 6ème Régiment Etranger de Génie depuis sa création en 1984.

Par cette désignation, je marque ainsi mon entière confiance dans un soldat qui a choisi l'honneur de servir la Légion Etrangère et le métier des armes.

Je mesure toute l'incertitude que représente pour vous ce départ, ainsi que l'appréhension que peuvent ressentir vos enfants.

Soyez assurée que j'ai tout mis en oeuvre pour que cette mission opérationnelle soit préparée dans les meilleures conditions matérielles et morales. C'est là le devoir du Chef de Corps, qui marque ainsi la considération qu'il porte à ses compagnons d'armes.

Je prends dès maintenant toutes les dispositions pour que, pendant l'absence de votre mari, le Régiment vous entoure de toute la sollicitude à laquelle vous avez droit et vous aide à résoudre les problèmes qui pourraient survenir.

Je vous assure de toute mon amitié et de ma plus sincère fidélité -

Colonel Jacques MANET

Les enjeux des relations militaro-médiatiques durant l'opération Daguet

Ornella Junet

L'information en temps de guerre de haute intensité est un sujet délicat. Communiquer est indispensable, mais encore faut-il ne pas divulguer de secrets opérationnels. Durant l'opération Daguet, les médias ont donc dû faire l'objet de divers contrôles.

Trouver un équilibre en temps de guerre

L'information en temps de guerre de haute intensité est un sujet délicat. Comme le rappelait Guy Mollet, « *une armée qui ne vivrait pas en étroite symbiose avec la Nation, serait tout de suite perdue, isolée, repliée sur elle-même* »[1]. Il est donc indispensable de communiquer sur ce qui se déroule sur le terrain afin de rassurer la population pour en obtenir le soutien. Ce rôle d'informateur est en général joué par des journalistes civils. Cependant, cet impératif se révèle souvent source de difficulté, puisque la recherche d'information peut parfois se confondre avec du renseignement et compromettre le secret opérationnel. En effet, l'efficacité des actions militaires repose par principe sur l'effet de surprise, et donc sur un minimum de discrétion. Cette problématique s'est trouvée d'autant plus renforcée durant la guerre du Golfe, du fait de la transmission en direct et de l'exigence des populations en matière d'information. Il a donc fallu trouver un équilibre entre ces deux extrêmes.

Cacher pour protéger le secret militaire

Pour éviter de compromettre le secret opérationnel, l'une des solutions les plus instinctives est d'abord de cacher l'information aux yeux des journalistes. C'est par exemple ce qui arriva peu avant l'offensive terrestre. Comme l'Irak était en possession d'aéronefs français achetés auparavant, il a été demandé à l'armée de peindre les bandes d'invasion (trois bandes blanches) sur les hélicoptères français Puma et Gazelle afin de les différencier instantanément et d'éviter ainsi les tirs fratricides. Seulement, pour que cette stratégie fonctionne, il fallait maintenir ce moyen d'identification secret. Or, à peine les anneaux ont-ils été peints que des journalistes civils sont venus faire le tour des unités. Les soldats n'ont alors eu d'autre choix que de recouvrir les bandes d'invasion à l'aide de leurs duvets afin de les leur masquer.

Si cette solution fut adoptée dans la hâte, les venues des journalistes étaient en temps normal mieux préparées. En effet, en amont de leur arrivée, les soldats qui allaient se retrouver face aux journalistes recevaient des consignes de leurs supérieurs quant à ce qu'ils pouvaient et ne devaient surtout pas dire. Mais cette organisation s'avérait souvent maladroite du fait de l'enchevêtrement des consignes, ce dont se souvient Patrice, à l'époque chef de peloton au sein du 1er Régiment de Spahis : « *J'étais complétement traumatisé, parce que, chaque fois qu'un journaliste débarquait, on était briefé par quinze personnes.* [Le capitaine, le chef de corps, l'officier de presse du régiment, l'officier de presse de la division, etc.] *Et nous, on se retrouvait comme des benêts devant le journaliste, manquant cruellement de naturel, de spontanéité* »[2].

Contrôler les journalistes

Cependant, garder secrètes les informations d'ordre opérationnel n'était pas un gage certain de confidentialité. Les journalistes pouvaient en effet obtenir ces informations par d'autres moyens, ou les deviner par leurs propres observations. Il importait donc de contrôler également leurs publications afin qu'aucun renseignement confidentiel n'y figure. Un certain nombre de journalistes étaient embarqués en immersion dans les unités françaises de la division Daguet, y compris durant l'offensive terrestre, afin de répondre à l'exigence de communication de l'armée. Mais ces journalistes étaient en permanence accompagnés par des officiers presse et leurs déplacements étaient limités, tant dans un but opérationnel que pour garantir leur sécurité sur un terrain de guerre au risque chimique constant. Enfin, tout un processus avait également été mis en place pour étudier et valider leurs productions

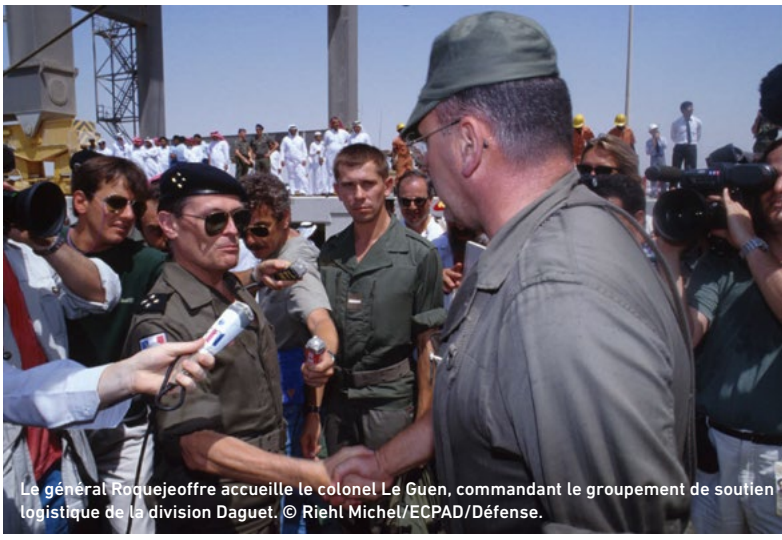
avant diffusion. Le journaliste Pierre Bayle, qui a couvert l'offensive terrestre de Daguet auprès du 1er Régiment de Spahis, le résume ainsi : « *nous avions signé un document qui était un engagement de respecter totalement la confidentialité et de donner nos papiers aux autorités militaires qui les passaient ensuite à Riyad au SIRPA* [Service d'informations et de relations publiques des armées] *qui les filtrait, puis les renvoyait à Paris* »[3].

Un équilibre en péril pour les guerres à venir ?

En essayant d'instaurer cet équilibre en temps de guerre et grâce aux leçons qui en ont été tirées, la guerre du Golfe a contribué à améliorer de façon structurelle les relations entre les médias et le milieu militaire. Désormais, les écoles de formation enseignent aux militaires comment communiquer. Les ordres d'opération comprennent même une annexe communication, des éléments de langage et de comportement vis-à-vis des journalistes. De plus, deux entités ont été créées en 1998 afin d'optimiser la communication militaire : la DICoD (Délégation à l'information et la communication de la Défense) et la cellule de communication du chef d'état-major des armées.

Néanmoins, ces avancées sont aujourd'hui concurrencées par l'essor des nouvelles technologies, notamment les réseaux sociaux, qui menacent plus que jamais l'efficacité opérationnelle. La possibilité donnée à chacun d'être désormais l'émetteur d'une information, circulant instantanément à travers le monde sans modération préalable, peut devenir une source précieuse de renseignements pour l'ennemi dans un contexte de haute intensité. Un nouvel équilibre doit être trouver.

Des marsouins du 3e RIMa fouillent secteur par secteur le village d'As Salman. Derrière eux, un portrait de Saddam Hussein est peint sur un mur. © Riehl Michel/ECPAD/Défense.



Le général Roquejeoffre accueille le colonel Le Guen, commandant le groupement de soutien logistique de la division Daguet. © Riehl Michel/ECPAD/Défense.

Un journaliste de France Inter utilise une station INMARSAT devant un hélicoptère Puma. © Charre Didier/ECPAD/Défense.

légende

1 Guy Mollet, *13 mai 1958, 13 mai 1962,* Paris, Plon, 1962.

2 Hubert Leroux, Antoine Sabbagh, *Paroles de soldats. Les Français en guerre 1983-2015*, Paris, Tallandier, 2015, p. 88

3 Frédéric Bouquet, *La conquête d'As Salman. La grande aventure de la division Daguet,* webdocumentaire de l'Ecpad, 2012.

Général Norman Schwarzkopf, figure de la guerre du golfe et francophile

Hawa-Léa Sougounat

« *Aller à la guerre sans les Français est comme aller à la chasse sans accordéon* »[1]. Cette phrase du général Norman Schwarzkopf est restée comme le symbole de la reconnaissance ambivalente du rôle joué par l'armée française lors des opérations menées durant la première guerre du Golfe par les forces américaines. Trente ans après la fin de ce conflit, et autant d'années après que le général Schwarzkopf dit « l'Ours » eut été décoré de la plus haute distinction française, la Légion d'honneur, nous nous proposons ici de revenir sur cette figure centrale et, à travers elle, sur la coopération militaire franco-américaine de cette fin de XXe siècle.

© Gouvernement fédéral des États-Unis d'Amérique.

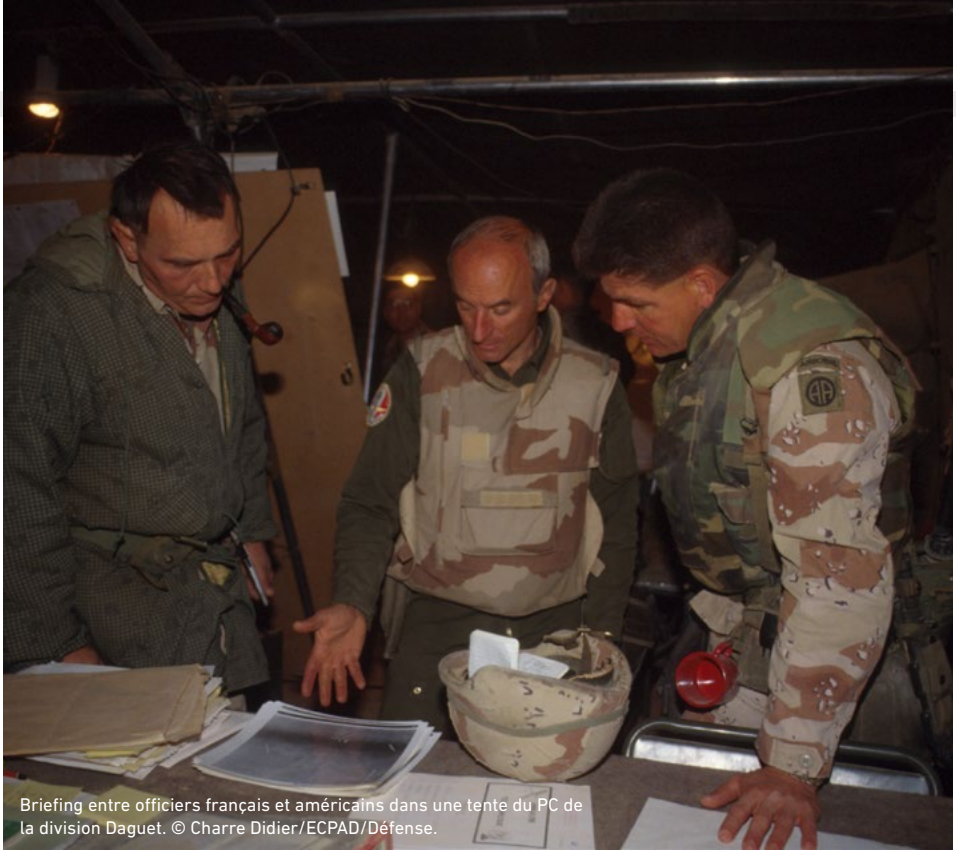
Une coopération stratégique et opérationnelle équilibrée

Pour rappel, lorsqu'est déclenchée la guerre du Golfe sous mandat onusien en janvier 1991, cette dernière mobilise une coalition de plus de trente pays menée par les États-Unis avec, à la tête du Commandement central américain, le général Schwarzkopf. La France, quant à elle, déploie progressivement près de 16 000 hommes toutes armées confondues, sur un total de 940 000 soldats de la coalition, dont 535 000 Américains. Des divergences politiques entre le chef d'état-major des armées américaines, Colin Powell, et le ministre de la Défense, Jean-Pierre Chevènement[2], se cristallisent autour des modalités d'emploi de la force pour résoudre le conflit. Ceci n'empêche pas le général Schwarzkopf et le général Schmitt, chef d'état-major des armées, d'entretenir une relation de confiance. En effet, le ministre s'emploie à autonomiser la position de Paris vis-à-vis des forces de la coalition. Ceci prend notamment la forme d'un positionnement des troupes françaises sur des bases opérationnelles avancées distinctes de celles de la coalition en Arabie saoudite. En parallèle, une coopération militaire solide au niveau opératif se met en place comme le souligne le général Michel Roquejoffre, commandant de l'opération Daguet. Ce dernier insiste sur les « *relations d'amitié qui perdureront après la guerre* » entre les deux armées et notamment avec Schwartzkopf[3]. Le général américain, de son côté, décrit l'officier français comme l'un de ses plus proches confidents. Il souligne dans ses mémoires qu'il le « *respectait et [le] considérait comme un ami* »[4]. Selon lui, toutes les difficultés observées par la France durant le conflit relevaient d'incertitudes à Paris et non du commandement de Daguet.

Un respect mutuel

Alors que l'opération ne mobilisa qu'un nombre restreint de troupes françaises proportionnellement à des pays comme la Grande-Bretagne (36 000 hommes), le général Schwarzkopf reconnaîtra l'avantage comparatif de la force française lié à sa mobilité. En effet, les troupes françaises ont pu être déployées rapidement à l'avant afin de contrôler des points stratégiques durant la première phase des opérations. Elles ont flanc-gardé vers l'ouest la manœuvre des alliés[5]. Cela est d'autant plus central que la guerre du Golfe représente un nouveau type de conflit armé marqué par l'omniprésence des nouvelles technologies[6]. Ainsi, le général américain loue la rapidité du déploiement de la FAR, qu'il qualifie de « *percée fantastique* », ainsi que les traits de caractère des généraux Roquejoffre et Schmitt.

Finalement, le général Schwarzkopf reste une figure centrale de la première guerre du Golfe même si sa relation



Briefing entre officiers français et américains dans une tente du PC de la division Daguet. © Charre Didier/ECPAD/Défense.

avec la France se compliquera à la suite de l'opération Tempête du Désert. En effet, il fut fortement critiqué en France pour avoir permis la répression des Chiites par les Irakiens à Bassorah quelques mois plus tard. Néanmoins, ceci n'empêcha pas ce dernier d'être élevé à la dignité de grand-croix de la Légion d'honneur en avril 1991 par le général Schmitt[7], ainsi que soldat de première classe honoraire de la Légion étrangère[8] par le général de division Raymond Le Corre, commandant la Légion étrangère. Ces cérémonies se déroulèrent au siège historique de la Légion étrangère à Aubagne, ajoutant au prestige de la haute distinction accordée au général américain.

1 « *Going to war without the French is like going hunting without an accordion* ».

2 Le général Schwarzkopf n'hésita pas à laisser penser que le ministre de la Défense avait des sympathies à l'égard des Irakiens, lui qui a rappelé son adhésion à l'association d'Amitié franco-irakienne.

3 Le *United States Central Command* est responsable des opérations militaires des États-Unis au Moyen-Orient, en Asie centrale et en Asie du Sud.

4 Norman Schwarzkopf Jr., *It Doesn't Take a Hero*, Paris, Plon, 1992. p. 441.

5 Une rencontre (ecpad.fr).

6 Véhicule aérien sans pilote (UAVs), *precision-guided munitions, and enhanced communications capabilities*.

7 JORF n° 0163 du 14 juillet 1991 - Légifrance (legifrance.gouv.fr).

8 Norman Schwarzkopf Jr., *op cit.*

Un général de corps d'armée américain, accompagné du général Janvier, passe en revue des légionnaires du 6e REG lors d'une visite au poste de commandement de la division Daguet. © Le Jamtel Yann/ECPAD/Défense.

Les origines 1991. Tempête du désert (*Forces spéciales*, Glénat)

CBN Renucci (SHD)

La série *Forces spéciales*, dont le tome *Les origines 1991*. Tempête du désert constitue l'ouverture, a vu le jour en 2017, à l'occasion du 25e anniversaire de la création du commandement des opérations spéciales (COS). Il s'agit d'une commande, initiée par le cercle de l'Arbalète, association qui a pour objectif de « *fédérer l'action des différentes personnes physiques et morales désirant contribuer au rayonnement et à l'équipement des forces spéciales* ». Membre fondateur de ce groupement d'intérêts, Benoît de Saint Sernin, lieutenant-colonel de la réserve citoyenne de la Gendarmerie nationale et directeur général des trois Écoles européennes d'intelligence économique (EEIE), revendique la paternité de cette voie originale de promotion de l'action des forces spéciales. De son côté, auteur de la série *L'histoire secrète du FBI*, Marc Védrines, scénariste et dessinateur, semblait tout indiqué pour produire un scénario où se mêlent enjeux politiques et réalité du terrain.

La promotion autour de ce premier numéro insiste sur le fait que l'ouvrage est « *basé sur des informations confidentielles collectées directement auprès des acteurs clés de l'époque, cet ouvrage extrêmement documenté offre [donc censément] un témoignage sans précédent sur la naissance des forces spéciales modernes* ».

En réalité, cet opus ne semble pas délivrer de « scoops » à la lecture. Il apparaît surtout comme un complément à l'ouvrage *Les forces spéciales françaises dans la guerre du Golfe 1991* sous la direction de Jacques Rosier et d'Étienne Leclère édité pour la première fois en 2011 et désormais en édition entièrement numérisée et rendue gratuite sur le site *Theatrum Belli* à l'occasion des 30 ans du conflit. Marc Védrines puise d'ailleurs largement son inspiration esthétique dans les clichés du reporter Bernard Sidler qui illustraient aussi en exclusivité cet ouvrage.

Ce tome réussit néanmoins à expliciter de manière simple et agréable les enjeux liés à l'utilisation des forces spéciales dans la guerre du Golfe tout en mettant en perspective les rôles des différents échelons, le politique décisionnel et la mise en œuvre militaire, au niveau du chef de corps. De ce véritable laboratoire opérationnel, marqué par le système D et la volonté du président de la République d'incarner pleinement le chef de guerre devant l'opinion publique, découleront notamment la nécessité d'un commandement opérationnel interarmées unique pour les forces spéciales (création du commandement des opérations spéciales - COS en 1992) et la mise en place d'une direction du renseignement militaire (DRM) afin de ne plus dépendre du renseignement allié.

▲ Extrait p. 36 ©Glénat

Cet ouvrage parvient également à susciter la réflexion chez le lecteur sur des sujets annexes, qu'il s'agisse de la gestion des prisonniers irakiens ou de l'usage de la géographie, en particulier, la reconstitution des environs de la ligne de débouché dont la planimétrie est souvent méconnue et associée à une étendue désertique plane (voir la carte de l'assaut sur As Salman proposée par l'ECPAD, rubrique cartographie de la page d'accueil du webdocumentaire dédié). Les auteurs savent aussi ménager quelques clins d'œil (par exemple au sujet du futur général Grégoire de Saint-Quentin).

Le seul regret est de relever quelques inexactitudes concernant les principaux personnages, dont le « chef OPS » (son grade varie entre capitaine et commandant, alors qu'il est lieutenant-colonel dans la réalité), qui se voit lourdement amputer des deux jambes (le vrai chef OPS a « seulement » perdu un pied). Son prénom ainsi que ceux des morts n'ont malheureusement pas non plus été conservés.

▲ Extrait p. 30 ©Glénat

▲ Extraits des pages 13, 14 et 15 ©Glénat

Assaut sur As Salman © ECPAD/Défense.

Aux abords d'As Salman, des civils et des soldats irakiens se rendent à des soldats du 3e RIMa. © Le Jamtel Yann, Riehl, Michel/ECPAD/Défense.

cdec-cdtg.contact.fct@intradef.gouv.fr

Forum de pensée militaire : penseemiliterre.fr
Site institutionnel : c-dec.terre.defense.gouv.fr
Site intranet : portail-cdec.terre.defense.gouv.fr

Chaire de tactique générale et d'histoire militaire
1, place Joffre - Case 53 - 75700 Paris SP 07

CENTRE DE DOCTRINE
et d'ENSEIGNEMENT DU COMMANDEMENT
1, place Joffre, case 53
75700 PARIS SP07